



RAPPORT

SEMER LES GRAINES D'UNE BONNE NUTRITION

Mobiliser l'agriculture au service de la nutrition

En partenariat avec :





Ce rapport de synthèse est construit en fonction de trois études de cas commandées par ACF :

- Alpha Arlène, 2013, *Réconcilier l'agriculture et la nutrition, étude de cas sur la politique agricole et la nutrition au Kenya.*
- Levard Laurent, 2013, *Réconcilier l'agriculture et la nutrition, étude de cas sur la politique agricole et la nutrition au Pérou.*
- du Vachat Étienne, 2013, *Réconcilier l'agriculture et la nutrition, étude de cas sur la politique agricole et la nutrition au Burkina Faso.*

Ces études peuvent être consultées en ligne aux adresses suivantes :

- <http://www.actioncontrelafaim.org/en/content/seeds-of-good-nutrition> (version anglaise);
- <http://www.actioncontrelafaim.org/fr/content/graines-bonne-nutrition> (version française).

Déclaration concernant les droits d'auteur

© Action contre la Faim - France et Gret.

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source, sauf spécification contraire. Si la reproduction ou l'utilisation de données textuelles et multimédias (son, images, logiciels, etc.) sont soumises à autorisation préalable, cette autorisation annulera l'autorisation générale susmentionnée et indiquera clairement les éventuelles restrictions d'utilisation.

Ce rapport de synthèse a été rédigé à partir de trois études de cas réalisées par ACF, le Gret et le Cirad.



4 rue Niepce 75662 Paris Cedex 14, France
Tél. : 33 (0)1 43 35 88 88
Fax : 33 (0)1 43 35 88 00
E-mail : Info@actioncontrelafaim.org
Web : www.actioncontrelafaim.org

En partenariat avec :



Campus du Jardin tropical
45 bis avenue de la Belle Gabrielle
94736 Nogent-sur-Marne Cedex, France
Tél. : 33 (0)1 70 91 92 00
Fax : 33 (0)1 70 91 92 01
E-mail : gret@gret.org
Web : www.gret.org



42 rue Scheffer 75116 Paris, France
Tél. : 33 (0)1 53 70 20 00
E-mail : cirad@cirad.fr
Web : www.cirad.fr

Auteur : Étienne du Vachat, Action Contre la Faim (ACF)

Photo de couverture : Christian Boisseaux / La Vie - Haïti

Conception graphique : Céline Beuvin - Réalisation : Hélène Gay (Gret)

Achévé d'imprimer en janvier 2014, par APF Entreprises, 9 boulevard Auguste Blanqui, CS 31307 - 75214 Paris Cedex 13

Imprimé sur papier recyclé Cyclus Print

Dépôt légal : Septembre 2013

© Action Contre la Faim, membre du réseau international ACF (ACF-IN) et Gret - Professionnels du développement solidaire, 2013
Pour aider ACF, consultez le site web : www.actioncontrelafaim.org

Semer les graines d'une bonne nutrition

Mobiliser l'agriculture au service de la nutrition

www.actioncontrelafaim.org/fr/content/graines-bonne-nutrition



SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ACF	Action Contre la Faim
ASDS	Stratégie de développement du secteur agricole
BAR	Budgétisation axée sur les résultats
CNCN	Conseil national de coordination de la nutrition
CPF	Cadre de programmation pays
CRECER	Estrategia Nacional de Intervención Articulada de Lucha contra la Pobreza y la Desnutrición Crónica Infantil (Stratégie nationale d'intervention coordonnée pour lutter contre la pauvreté et la malnutrition chronique infantile)
DFID	Département britannique pour le développement international
ECHO	Office humanitaire des Communautés européennes
ERC	Essais randomisés contrôlés
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FNSP	Politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle
GAM	Malnutrition aiguë globale
HANCI	Indice d'engagement dans la lutte contre la faim et la nutrition
HE	Home Economics (département nutritionnel au sein du ministère de l'Agriculture kenyan)
HEA	Analyse de l'économie des ménages
HINI	Interventions à fort impacts nutritionnels
HLPE	Groupe d'experts de haut niveau
ICN	Conférence internationale sur la nutrition
IDI	Initiative contre la malnutrition infantile
IDS	Institut d'étude de développement
IFPRI	Institut de recherche sur les politiques alimentaires
MAFAP	Suivi des politiques alimentaires et agricoles africaines
MCLCP	Mesa de Concertación para la Lucha contra la Pobreza (organisme péruvien favorisant la consultation et la communication dans la lutte contre la pauvreté)
MIDIS	Ministère de l'Intégration et du Développement social
MINAG	Ministère de l'Agriculture
MoA	Ministère de l'Agriculture
MoH	Ministère de la Santé
MSPA	Ministère de la Santé publique et de l'Assainissement
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
NNAP	Plan d'action national pour la nutrition
NTF	Forum technique sur la nutrition
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OSC	Organisation de la société civile
PAM	Programme alimentaire mondial
PDDAA	Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine
PB	Périmètre brachial (circonférence du bras à mi-hauteur)
PIB	Produit intérieur brut
PNSR	Programme national du secteur rural
REACH	Renouveler les efforts contre la faim et la sous-nutrition infantile
SAM	Malnutrition aiguë sévère
SOFA	État de l'alimentation et de l'agriculture
SUN	Mouvement de renforcement de la nutrition
UE	Union européenne

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	6
INTRODUCTION	9
AGRICULTURE ET NUTRITION : UN AGENDA INTERNATIONAL PROMETTEUR	11
Qu'est-ce qu'être « sensible à la nutrition » ?	11
Les principales passerelles menant de l'agriculture à la nutrition	11
L'agenda agricole sensible à la nutrition	13
RÉSULTATS DES ÉTUDES-PAYS	16
Situation nutritionnelle et agricole	16
Engagements nationaux visant à réduire la sous-nutrition	18
Progrès des pays dans le renforcement de la nutrition au sein de leurs politiques agricoles	18
BONNES PRATIQUES ET DÉFIS ACTUELS AU NIVEAU DES PAYS	23
La faible priorité dédiée à la nutrition dans le secteur agricole	24
Les difficultés d'intégrer de manière adéquate la nutrition dans les systèmes de suivi et d'information afin de permettre une analyse intersectorielle de la nutrition	26
La faible coordination intersectorielle concernant la nutrition entre l'agriculture et les autres secteurs	27
L'absence de mise en œuvre d'interventions sensibles à la nutrition au sein du secteur agricole	29
L'insuffisant niveau de financement de l'agriculture sensible à la nutrition	31
ACCÉLÉRER LA MISE EN ŒUVRE D'UNE AGRICULTURE SENSIBLE À LA NUTRITION	32
RECOMMANDATIONS	40
Recommandations aux acteurs nationaux, et en particulier aux ministères de l'Agriculture	41
Recommandations aux acteurs agricoles internationaux	42
ANNEXES	
Annexe 1 : Bibliographie	43
Annexe 2 : Grille d'analyse d'ACF sur l'agriculture sensible à la nutrition	45
Annexe 3 : Cinq recommandations clés pour améliorer la nutrition grâce à des politiques agricoles et alimentaires	47



RÉSUMÉ

Renforcer l'impact nutritionnel des programmes et des interventions agricoles est l'objet d'un débat international qui prend de l'importance. L'objectif de ce rapport est d'évaluer dans quelle mesure cet agenda international s'est déjà traduit par des actions concrètes au niveau des pays qui connaissent les plus forts taux de malnutrition. Pour cela, nous avons analysé les cadres de politiques agricoles de trois pays qui se sont récemment engagés à améliorer le lien entre leurs politiques agricoles et leurs engagements de lutte contre la malnutrition : le Burkina Faso, le Kenya et le Pérou. Ces études de cas-pays visent à répondre aux questions suivantes :

- Comment les politiques agricoles nationales intègrent-elles les préoccupations nutritionnelles ?
- Quelles sont les principales contraintes qui empêchent l'agriculture de contribuer davantage à la lutte contre la sous-nutrition ?
- Quelles recommandations pourraient permettre de lever ces contraintes ?

AGRICULTURE ET NUTRITION : UN AGENDA INTERNATIONAL PROMETTEUR

Pour être considérés comme « sensible à la nutrition », les interventions et les programmes agricoles doivent cibler les déterminants sous-jacents de la nutrition et du développement fœtal et infantile (comme l'insécurité alimentaire) et intégrer des objectifs et des actions nutritionnelles spécifiques. Le développement agricole n'entraîne pas automatiquement une amélioration de la nutrition au niveau des ménages ou de la communauté. On dénombre sept passerelles principales reliant l'agriculture et la nutrition. Ces passerelles montrent que l'agriculture peut avoir tant des effets positifs que des effets potentiellement négatifs sur la nutrition (en particulier en ce qui concerne l'utilisation et le contrôle par les femmes de leur temps et des revenus du ménage). Les politiques agricoles doivent donc intégrer des mesures appropriées permettant de maximiser les effets positifs tout en évitant ou atténuant les impacts négatifs.

Parmi les principaux acteurs de l'agenda international sur les liens entre agriculture et nutrition, on trouve le mouvement de renforcement de la nutrition (SUN), des agences des Nations Unies telles que la FAO et la Banque mondiale, des institutions de recherche telles que l'IFPRI et la revue Lancet, ainsi que de nombreux pays, des donateurs bilatéraux et des organisations de la société civile (OSC).

De l'agriculture	À la nutrition
Production agricole des ménages	Consommation alimentaire
Revenu généré par la vente de la production	Achat de nourriture
Revenu généré par la vente de la production	Accès à des soins de santé
Prix alimentaire	Achat de nourriture
Utilisation du temps fait par les femmes	Temps disponible pour les soins des enfants
Charge de travail des femmes	Dépenses caloriques maternelles
Contrôle des femmes sur les revenus	Allocation des ressources en faveur de la nutrition

Cependant, malgré de remarquables progrès, cet agenda international « sensible à la nutrition » est encore incomplet. Pour le moment, il intéresse principalement la communauté de la nutrition et encore trop peu les acteurs agricoles, qui s'approprient peu ce thème. Dans le même temps, une trop grande importance a été accordée à la recherche de preuves scientifiques solides, difficiles à obtenir. En effet, l'agriculture prend place dans le monde réel et non dans un laboratoire où « toutes les choses sont égales par ailleurs ». Il est aujourd'hui nécessaire de reconnaître que la prise en compte de la nutrition dans les programmes sectoriels est d'abord et avant tout une question politique.

LES RÉSULTATS PAR PAYS

La deuxième partie du rapport décrit brièvement la méthodologie de l'étude, les situations nutritionnelles et agricoles respectives des trois pays ainsi que les conclusions des études de cas sur les principaux processus, réalisations et obstacles liés à l'élaboration et la mise en place de politiques agricoles plus sensibles à la nutrition. Bien que les contextes des trois pays soient très différents, un niveau intéressant de similitudes a pu être observé sur la façon dont l'agriculture et la nutrition sont liées.

BONNES PRATIQUES ET DÉFIS SUBSISTANTS AU NIVEAU DES PAYS

La troisième partie identifie à la fois les principaux obstacles à une agriculture pleinement consciente de son impact nutritionnel et qui cherche à le maximiser, et les

bonnes pratiques issues des trois pays sur la façon de lever ces barrières et d'améliorer l'impact de l'agriculture sur la nutrition.

Le rapport met particulièrement en évidence le fait que, malgré un agenda ambitieux à l'échelle internationale (entraînant notamment une augmentation des engagements des institutions internationales et bailleurs de fonds), les interventions agricoles sensibles à la nutrition ont du mal à se matérialiser sur le terrain, là où les personnes souffrant de la faim et de malnutrition en ont pourtant le plus besoin. Les principaux obstacles empêchant d'optimiser le potentiel nutritionnel de l'agriculture identifiés dans le rapport sont les suivants :

- la faible priorité accordée à la nutrition dans le secteur agricole ;
- les difficultés à intégrer les indicateurs nutritionnels dans les systèmes de suivi et d'information afin de permettre une analyse intersectorielle de la nutrition ;
- le manque de coordination intersectorielle autour de la nutrition entre l'agriculture et les autres secteurs ;
- l'absence de mise en œuvre des interventions sensibles à la nutrition dans le secteur agricole ;

- le faible niveau de financement des activités sensibles à la nutrition dans le secteur agricole.

Il est toutefois possible d'amoindrir ces contraintes. Les expériences du Burkina Faso, du Kenya et du Pérou fournissent des exemples pertinents de bonnes pratiques qui permettent de remédier à ces difficultés.

Les bonnes pratiques identifiées sont les suivantes : la prise en compte de la nutrition dans l'agenda du secteur agricole, comme par exemple les plans d'investissement agricole sensibles à la nutrition dans le cadre du PDDAA (Kenya et Burkina Faso), l'intégration de cours de nutrition dans les formations nationales agronomiques (Burkina Faso), l'intégration d'indicateurs nutritionnels dans les systèmes d'information et enquêtes agricoles (Burkina Faso), l'intégration de la lutte contre la sous-nutrition dans le cadre de la coordination de la politique intersectorielle contre la pauvreté (Pérou), le soutien des bailleurs de fonds à des mécanismes de coordination multisectorielle (tels que le groupe de travail des bailleurs de fonds sur la nutrition et la sécurité alimentaire au Burkina Faso), le renforcement du mandat nutritionnel des ministères de l'Agriculture et l'augmentation du soutien aux programmes sensibles à la nutrition (notamment illustré par la création de la Direction de l'Alimentation et de la Promotion de la qualité nutritionnelle du Burkina Faso et le travail de la

© ACF, G. Gaffiot - Burkina Faso





section *Home Economics* du ministère de l'Agriculture au Kenya) ainsi que le mécanisme de budgétisation axée sur les résultats qui permet de lier différents secteurs à des objectifs communs (Pérou).

ACCÉLÉRER LA MISE EN ŒUVRE DE L'AGRICULTURE SENSIBLE À LA NUTRITION

À travers les études de cas-pays, nous avons pu constater que l'attention croissante dont bénéficie l'agriculture sensible à la nutrition aux niveaux national et international n'avait pas encore permis une mise en pratique effective. Nous nous sommes donc intéressés à la façon dont les organisations internationales participant à ce débat au niveau global, soutiennent la mise en œuvre d'approches agricoles sensibles à la nutrition et jouent un rôle de levier pour favoriser une agriculture prenant davantage en compte la nutrition.

Nous avons examiné le rôle d'un nombre limité d'acteurs emblématiques de l'aide au développement dans le secteur agricole et/ou nutritionnel, notamment la Commission européenne, le programme « Feed the Future » de l'USAID, la FAO, le FIDA, la Banque mondiale et la Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition du G8. La plupart d'entre eux sont membres du mouvement de renforcement de la nutrition (SUN) et se sont récemment engagés à améliorer leur approche concernant l'agriculture sensible à la nutrition, notamment lors de l'évènement « Nutrition for Growth » organisé par le G8 en 2013.

RECOMMANDATIONS

Le principal message d'ACF est que la priorité doit être donnée aux interventions sensibles à la nutrition dans les pays, afin d'accélérer la mise en œuvre effective de politiques agricoles sensibles à la nutrition. Les pays, les bailleurs de fonds et les organisations internationales devraient faire plus, faire mieux et commencer dès maintenant !

Les acteurs nationaux, en particulier les ministères de l'Agriculture, doivent, avec le soutien des acteurs de la nutrition, renforcer leurs engagements envers une agriculture sensible à la nutrition et sa mise en œuvre.

Cela signifie notamment :

- expliciter le rôle de l'agriculture pour la nutrition et prioriser cet objectif de l'agriculture ;

- établir des systèmes d'information de qualité permettant un meilleur suivi intersectoriel de la nutrition et des analyses nutritionnelles et agricoles croisées de meilleure qualité ;
- renforcer le nombre et la qualité des programmes mis en œuvre, notamment en améliorant le ciblage des populations les plus vulnérables et en mettant davantage l'accent sur l'amélioration du rôle des femmes dans l'agriculture (en particulier à travers un meilleur accès à la terre, aux intrants et aux revenus) afin de maximiser les impacts positifs sur la nutrition ;
- développer des formations spécifiques sur l'agriculture et la nutrition à destination des acteurs agricoles, tant pour les agents de terrain que pour les administrations centrales ;
- renforcer la participation du secteur agricole au sein des mécanismes de coordination multisectoriels existants, afin d'améliorer la coordination entre l'agriculture et les autres secteurs autour de la nutrition ;
- augmenter considérablement les financements alloués aux approches agricoles sensibles à la nutrition, notamment en sécurisant des lignes budgétaires spécifiques pour la nutrition au sein des budgets agricoles.

De leur côté, les acteurs internationaux doivent :

- donner une plus grande priorité à la nutrition dans les programmes agricoles et les forums internationaux afin de rendre l'agriculture plus redevable vis-à-vis de la nutrition. Les initiatives mondiales et les forums tels que le *Global Panel on Agriculture and Food System for nutrition* récemment établi, le Comité pour la sécurité alimentaire mondiale (CSA) et son Groupe d'experts de haut niveau (HLPE), ainsi que la seconde Conférence internationale sur la nutrition (ICN2) à venir, ont un rôle clé à jouer pour mobiliser davantage de pays et renforcer la dynamique actuelle ;
- renforcer leur soutien aux initiatives nationales d'agriculture sensible à la nutrition, notamment à travers la programmation et le financement, l'assistance technique, le dialogue politique, une meilleure coordination des bailleurs de fonds dans les programmes agricoles sensibles à la nutrition et des programmes de recherche dans les pays ;
- mettre en œuvre leurs engagements relatifs à l'agriculture sensible à la nutrition, en particulier les promesses faites lors du récent sommet *Nutrition for Growth* à Londres.

INTRODUCTION

En 2013, 842 millions de personnes sont encore en état de sous-alimentation et environ 2 milliards de personnes souffrent de déficit en micronutriments ou « faim cachée¹ ». Mobiliser l'agriculture au service de la lutte contre la malnutrition représente à la fois l'une des plus grandes opportunités et l'un des plus grands défis pour lutter contre la sous-nutrition. Pour ce faire, l'agriculture a besoin de maximiser son impact nutritionnel.

L'agriculture est une composante centrale des systèmes alimentaires locaux : systèmes par lesquels la nourriture est produite, transformée, distribuée et consommée. Renforcer l'impact nutritionnel de l'agriculture signifie rendre disponible et accessible à tous les membres de la famille des régimes alimentaires plus nutritifs, à travers les systèmes alimentaires locaux.

Aujourd'hui, deux tendances importantes sont en train de converger pour l'agriculture plus favorable à la nutrition : l'une vient du secteur agricole, l'autre du secteur nutritionnel.

La crise mondiale des prix alimentaires de 2007-2008 a créé un élan politique fort en faveur de l'augmentation des investissements dans l'agriculture et la sécurité alimentaire. Cette tendance a été illustrée par un regain d'intérêt pour l'agriculture et par de nouveaux engagements de nombreux pays, bailleurs de fonds et organisations internationales. Ces changements comprennent notamment la création de l'*Équipe spéciale de haut niveau pour la sécurité alimentaire (HLTF)* des Nations Unies, le succès de la réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) lors du Sommet mondial de l'alimentation de 2009, les 22 milliards de dollars d'engagements financiers dans l'agriculture par le G8 de L'Aquila en 2009, le Plan d'action sur l'agriculture et la volatilité des prix alimentaires que le G20 a adopté en 2011, ainsi que de nombreux autres stratégies et programmes, qu'ils soient collectifs ou individuels.

Ces initiatives ont contribué à prioriser l'agriculture sur les agendas nationaux et international. Les principaux objectifs mis en avant sont l'augmentation de la production et de la productivité, la réduction de la volatilité des prix mais également l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition. La sécurité nutritionnelle est en effet de plus en plus présentée comme un objectif des investissements dans l'agriculture. Un exemple de cette tendance

internationale est la récente création par le G8 du *Panel mondial sur l'agriculture et les systèmes alimentaires pour la nutrition*.

Les années récentes ont également démontré une attention renforcée à la lutte contre la malnutrition, en particulier suite à la publication du Lancet en 2008 sur la malnutrition infantile et maternelle et le lancement du mouvement SUN (mouvement de renforcement de la nutrition) en 2010. Cette dynamique s'inscrit dans le cadre d'engagements renouvelés au niveau des pays et au niveau mondial. La plupart des initiatives portent principalement sur la mise à l'échelle d'interventions nutritionnelles directes dont l'efficacité a été démontrée. Cependant, les interventions nutritionnelles spécifiques, mises en œuvre à l'échelle et avec succès, ne contribuent à réduire la prévalence de la malnutrition chronique (retard de croissance) que d'un tiers (DFID, 2012). Pour vaincre la malnutrition, il faut donc aller au-delà des interventions directes comme le traitement médical ou la fourniture de nutriments spécifiques. Au sein des secteurs ayant un impact potentiel sur la nutrition (parmi lesquels l'agriculture ou la sécurité alimentaire), il est nécessaire de développer des pratiques et programmes prenant mieux en compte la nutrition. Cette idée a été confirmée en 2013 par la nouvelle série du Lancet sur la malnutrition, dont un article est consacré aux programmes sensibles à la nutrition².

Il existe un double défi à relever : améliorer la prise en compte de l'agriculture dans les stratégies multisectorielles de réduction de la malnutrition et renforcer l'intégration de la nutrition dans les stratégies et interventions du secteur agricole. Des politiques ambitieuses de réduction de la pauvreté, contribuant à travers de nombreux secteurs à l'amélioration du bien-être et des moyens de subsistance des groupes les plus vulnérables, ont récemment été reconnues comme ayant un fort impact sur la réduction de la sous-nutrition. Cependant, les interventions directes, axées sur les déterminants directs de la sous-nutrition, n'en sont pas moins nécessaires.

Ce rapport analyse l'intégration de la nutrition dans les politiques agricoles nationales, à partir de trois arguments principaux.

Tout d'abord, l'agriculture³ est la principale source de subsistance, de nourriture et de nutriments pour la majorité des personnes souffrant de faim et de sous-nutrition dans

1 - FAO, PAM et FIDA, 2012, *The State of Food Insecurity in the World 2012. Economic growth is necessary but not sufficient to accelerate reduction of hunger and malnutrition*. Rome, FAO.

2 - Ruel M., Alderman H., et le Groupe d'étude sur la nutrition maternelle et infantile, 2013, *Nutrition-sensitive interventions and programmes: how can they help to accelerate progress in improving maternal and child nutrition?* Lancet 2013 series on Maternal and Child Nutrition.

3 - L'agriculture est ici prise à son sens le plus large. Elle inclut donc l'élevage, la pêche, la sylviculture, ainsi que d'autres activités de production à base de ressources naturelles.



le monde. Ces personnes vivant principalement dans des zones rurales, leurs revenus sont en grande partie liés à la production agricole et à des activités agricoles (notamment travailleurs agricoles et activités liées à la transformation, au stockage, au transport et à la commercialisation des produits agricoles).

Deuxièmement, les systèmes agricoles et alimentaires sont des secteurs économiques importants pour le développement. Ces secteurs bénéficient d'investissements annuels colossaux et contribuent à de multiples objectifs. Ils regroupent de très nombreux acteurs, de la famille de petits exploitants aux industries de transformation et de distribution alimentaire. Or, ces secteurs offrent des possibilités importantes pour contribuer à l'amélioration de la nutrition à un coût modeste. En effet, compte tenu de l'ampleur des investissements dans l'agriculture, des modifications marginales visant à rendre les investissements plus sensibles à la nutrition pourraient permettre d'obtenir un impact très important sur la nutrition. Il est cependant à noter que les orientations actuelles du secteur portent davantage sur le volume de production que sur sa qualité nutritionnelle.

Enfin, nous avons choisi de focaliser notre analyse sur le niveau des « politiques » agricoles car la mise en place de politiques sensibles à la nutrition est un préalable indispensable pour que les programmes mis en œuvre prennent cette dimension en compte. Au niveau des interventions, projets et programmes, il existe des directives et outils pratiques utiles pour rendre l'agriculture plus sensible à la nutrition⁴. Cependant afin de transformer les investissements agricoles potentiellement sensibles à la nutrition en investissements ayant un impact sur la nutrition à grande échelle, il est nécessaire que les cadres nationaux de politiques agricoles intègrent des préoccupations nutritionnelles dès le départ. Si les politiques agricoles et de sécurité alimentaire sont en mesure d'accorder suffisamment de priorité et d'adopter des incitations en matière de nutrition, elles favoriseront et soutiendront la multiplication d'interventions concrètes, collectives et individuelles, sensibles à la nutrition.

L'objectif de cette étude est d'évaluer dans quelle mesure l'agenda international sur l'agriculture et la nutrition se traduit concrètement au niveau des pays. Pour cela, nous avons analysé les cadres de politiques agricoles de trois pays s'étant récemment engagés à mieux aligner leurs politiques agricoles sur leurs engagements en faveur de la nutrition. Ces pays sont le Burkina Faso, le Kenya et le Pérou.

Les études de cas réalisées dans ces pays sont basées sur les questions suivantes :

- i) De quelles manières les politiques agricoles nationales intègrent-elles les questions de nutrition ?
- ii) Quelles sont les principaux obstacles à l'amélioration de la contribution des politiques agricoles dans la lutte contre la sous-nutrition ?
- iii) Comment ces obstacles peuvent-ils être atténués ?

Ce rapport souligne le fait que malgré un agenda en pleine expansion à l'échelle internationale, entraînant notamment une augmentation des engagements pris par les institutions internationales et les bailleurs de fonds, les interventions agricoles prenant en compte la nutrition ne se sont pas encore matérialisées sur le terrain. Il est nécessaire de prioriser l'action au niveau national. Les États, les bailleurs de fonds et les organisations internationales devraient faire plus, mieux et commencer dès maintenant !

Les principaux obstacles empêchant d'optimiser le potentiel nutritionnel de l'agriculture identifiés dans notre analyse sont :

- la faible priorité accordée à la nutrition dans le secteur de l'agriculture ;
- les difficultés à intégrer la nutrition dans les systèmes de suivi et d'information afin de permettre une analyse intersectorielle de la nutrition ;
- le manque de coordination intersectorielle autour de la nutrition entre l'agriculture et les autres secteurs ;
- le faible niveau de mise en œuvre d'interventions réellement sensibles à la nutrition dans le secteur agricole ;
- l'insuffisance du financement en faveur de l'agriculture sensible à la nutrition.

La première partie du rapport analyse la dynamique internationale actuelle autour des liens entre agriculture et nutrition. La deuxième partie présente les trois études de cas-pays et leurs principaux résultats concernant le niveau d'intégration de la nutrition dans les politiques agricoles et de sécurité alimentaire. La troisième partie décrit les bonnes pratiques identifiées dans les trois pays ainsi que les défis restant à relever. La quatrième partie analyse les progrès et difficultés rencontrés par les principaux bailleurs de fonds et institutions internationales du secteur rural qui tentent de mieux intégrer la nutrition dans leurs travaux. Enfin, la cinquième partie propose des recommandations aux acteurs nationaux et internationaux afin de renforcer leurs engagements et actions en faveur de l'agriculture sensible à la nutrition, en particulier au niveau des pays.

4 - Comme par exemple : *Optimiser l'impact nutritionnel des interventions sécurité alimentaire et moyens d'existence*, ACF, 2011. http://www.actionagainsthunger.org/sites/default/files/publications/Optimiser_Limpact_Nutritionnel_des_Interventions_Securite_Alimentaire_et_Moyens_Dexistence_07.2011.pdf

AGRICULTURE ET NUTRITION : UN AGENDA INTERNATIONAL PROMETTEUR

QU'EST-CE QU'ÊTRE « SENSIBLE À LA NUTRITION » ?

Ce sont des interventions ou programmes qui s'attaquent aux déterminants sous-jacents de la nutrition et du développement foetal et infantile – sécurité alimentaire, pratiques de soins adéquats au niveau maternel, familial et communautaire, accès à des services de santé et à un environnement sain et hygiénique – et intègrent des objectifs et actions spécifiquement nutritionnels.

Exemples : agriculture et sécurité alimentaire ; filets de protection sociale ; développement infantile ; santé mentale maternelle ; renforcement du pouvoir et du statut des femmes ; scolarisation ; eau, assainissement et hygiène ; services de santé et de planning familial (Ruel et al., 2013).

Cette définition souligne l'idée que divers secteurs (tels que la santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement, la protection sociale, et l'agriculture) doivent être mobilisés ensemble dans la lutte contre la malnutrition, afin de maximiser collectivement leur efficacité dans un domaine donné et pour un groupe de population donné. L'intégration complète de différents secteurs dans un même cadre multisectoriel n'est cependant pas toujours possible (Garrett et Natalicchio, 2011). Rendre les approches sectorielles plus sensibles à la nutrition est donc d'une importance cruciale. En d'autres termes, concernant la nutrition il faut : « penser multisectoriel, agir sectoriel » (Banque mondiale, 2013). Les programmes sectoriels doivent « intégrer des objectifs et des actions nutritionnelles spécifiques » dans

leur conception afin d'être considérés comme sensibles à la nutrition. Dans les faits, de récents examens et analyses ont identifié un grand nombre de programmes présentés comme sensibles à la nutrition, mais qui « n'auraient pas été conçus avec des objectifs et des actions clairs en termes d'impact nutritionnel » et « auraient été modernisés » durant leur mise en œuvre « pour être sensible à la nutrition » (Ruel et al., 2013). Renforcer la sensibilité nutritionnelle des cadres politiques nationaux semble donc être une incitation simple pour rendre les programmes plus sensibles à ce sujet, et ce dès la phase de conception.

LES PRINCIPALES PASSERELLES MENANT DE L'AGRICULTURE À LA NUTRITION

Notre analyse est basée sur les principales passerelles menant de l'agriculture à la nutrition identifiées par l'IFPRI en 2012 (Gillespie et al., 2012). Ces passerelles ont constitué l'une des principales sources de notre méthodologie pour les études de cas. Elles sont présentées ici pour donner une illustration concrète des enjeux inhérents à la mobilisation de l'agriculture dans la lutte contre la sous-nutrition. Ces passerelles montrent que l'agriculture peut avoir tant des effets positifs sur la nutrition, que des effets négatifs, en particulier concernant l'utilisation du temps fait par les femmes et leur contrôle sur leurs revenus.



	De l'agriculture	À la nutrition	Comment ?
1	Production agricole des ménages	Consommation alimentaire	La production agricole fournit de la nourriture qui accroît la disponibilité alimentaire et l'accès à l'alimentation. Pour un ménage donné, les impacts nutritionnels vont dépendre à la fois de la part de la production qui est vendue sur le marché par rapport à la part autoconsommée, de la quantité et qualité nutritionnelle, et des espèces et variétés cultivées. Promouvoir la diversification de la production peut dès lors augmenter la disponibilité alimentaire durant les périodes de soudure.
2	Revenu généré par la vente de la production	Achat de nourriture	L'agriculture fournit un revenu, grâce aux salaires agricoles et/ou grâce à la commercialisation des biens et services produits. L'impact nutritionnel dépend de la disponibilité d'aliments nutritifs sur le marché, des prix relatifs de ces aliments nutritifs, et des préférences alimentaires des membres de la famille effectuant les achats.
3	Revenu généré par la vente de la production	Accès à des soins de santé	Les revenus de l'agriculture pourraient également être utilisés pour acheter des soins de santé ou d'autres biens et services pertinents en fonction du statut nutritionnel des individus. L'impact nutritionnel dépendra de la part du revenu consacré à l'achat de soins de santé ainsi qu'à la disponibilité et l'accessibilité de services de santé de qualité.
4	Prix alimentaires	Achat de nourriture	La production agricole influe sur les prix alimentaires (à la hausse et à la baisse), ce qui affecte principalement les revenus des premiers vendeurs (les producteurs) et le pouvoir d'achat des derniers acheteurs (les consommateurs ⁵). Les effets sur la nutrition dépendront du prix relatif des aliments nutritifs sur le marché et des préférences alimentaires des membres de la famille effectuant les achats.
5	Utilisation du temps fait par les femmes	Temps disponible pour les soins des enfants	L'agriculture peut affecter le temps disponible des femmes, notamment par l'arbitrage entre le temps alloué aux travaux (agricoles ou non) d'un côté, le temps consacré aux soins des enfants (hygiène, interaction, temps de jeu) et à d'autres activités (collecte de l'eau, cuisine, ménage) de l'autre.
6	Charge de travail des femmes	Dépenses caloriques maternelles	L'agriculture peut affecter la santé et l'état nutritionnel des femmes, notamment à cause du travail physique, de l'éloignement du point d'eau, et du manque de temps disponible pour se reposer (en particulier pendant les périodes de grossesse). La charge de travail a un impact nutritionnel sur les femmes, les enfants, ainsi que sur le poids de naissance des enfants à naître.
7	Contrôle des femmes sur les revenus	Allocation des ressources en faveur de la nutrition	Les activités agricoles peuvent modifier le statut social des femmes et leur autonomie, notamment à travers la génération de revenus. Les impacts sur la nutrition dépendent de la part du revenu contrôlée par les femmes et de la différence entre les besoins d'achats prioritaires des hommes et des femmes.

Adapté de Gillespie S. Harris J. et Kadiyala S., 2012, « The Agriculture-Nutrition Disconnect in India, What do we know? », IFPRI Discussion Paper et Lidan Du, 2013, AgN - GLEE Landscape Analysis Presentation, Illustrative Intermediate Indicators along IFPRI Agriculture-Nutrition Pathways.

Les politiques agricoles devraient maximiser ces impacts positifs et identifier les impacts négatifs les plus récurrents, afin de pouvoir les éviter ou les atténuer par des mesures appropriées.

Les passerelles entre l'agriculture et la nutrition sont très spécifiques au contexte, et varient d'un endroit à un autre. Elles pourraient être priorisées en fonction du contexte. Par exemple, dans la région de l'Est du Burkina Faso, les principales causes de malnutrition liées à l'insécurité alimentaire et à l'agriculture, et identifiées par ACF dans une récente Analyse causale de la nutrition⁶, sont :

- la faible qualité et diversité des régimes alimentaires des femmes enceintes et allaitantes (ce qui contribue notamment au faible poids des enfants à la naissance) ainsi que des enfants de plus de deux ans (ceux qui partagent le repas familial) ;
- le poids de la charge de travail agricole pour les femmes, qui ne leur laisse que peu de temps pour se reposer et prendre soin des enfants ;
- la faiblesse à la fois du revenu discrétionnaire des femmes, et de leur pouvoir de décision au niveau du ménage, ce qui amène leurs priorités à être négligées.

5 - Les programmes agricoles individuels affectent rarement directement les prix du marché ou l'alimentation. Pour les affecter, des instruments politiques spécifiques sont nécessaires, qu'ils soient mis en œuvre seuls ou en combinaison avec des programmes agricoles individuels.

6 - L'Analyse causale de la nutrition, ou méthodologie NCA, a été développée par ACF et des partenaires scientifiques afin de déterminer, dans une région donnée, et avec des données primaires et secondaires (quantitatives et qualitatives) les causes de malnutrition relatives à un contexte spécifique.

Le chaînon manquant ?

La nourriture est le chaînon manquant entre l'agriculture et la nutrition. Aussi simple que cela puisse paraître, trop souvent les experts agricoles ne font pas vraiment attention à la nourriture en tant que tel. Ils sont intéressés par la production, le rendement, la productivité du travail, le volume de production, ou portent une attention particulière aux prix et aux opportunités des marchés afin d'accroître leurs revenus. Cependant, les responsables des politiques agricoles pourraient changer la façon dont ils regardent la nutrition en mettant l'accent sur les denrées alimentaires, notamment en prenant en considération le point de vue du consommateur. Plus particulièrement, les modes de consommation alimentaires devraient être inclus dans les systèmes d'information agricole. En se concentrant par exemple sur les besoins des consommateurs, les régimes alimentaires, les coûts d'une alimentation équilibrée, l'impact de l'agriculture sur les prix alimentaires, et la préservation des nutriments tout au long de la chaîne de va-

leur. Ainsi, la communauté agricole ferait un grand pas en avant pour la nutrition. D'un point de vue nutritionnel, la consommation alimentaire doit être considérée plus largement, en tenant par exemple compte de la quantité, de la qualité et de la variété des aliments nécessaire à une vie saine et active⁷. Le potentiel nutritionnel de l'alimentation est bien moindre lorsque la nourriture est uniquement vue en fonction d'une approche calorique. Il est important de garder à l'esprit que lorsque la nourriture (présente en quantité, qualité et variété suffisante) est préparée et disponible sur la table familiale, son impact nutritionnel dépend principalement de l'apport alimentaire dont disposent respectivement les femmes et les enfants par rapport à l'apport alimentaire dont disposent les hommes (la séquence, la quantité, la variété, et d'autres facteurs, tels que les infections, ou la qualité de l'eau, influent sur l'absorption des aliments). En accordant plus d'attention aux questions alimentaires, il est possible de concilier nutrition et agriculture, qui ont été cloisonnées pendant trop longtemps.

L'AGENDA AGRICOLE SENSIBLE À LA NUTRITION

On remarque une attention internationale grandissante sur les liens entre agriculture et nutrition. Que ce soit au niveau de la recherche, ou dans l'élaboration des politiques et des programmes agricoles, on constate de nombreuses initiatives récentes. Pour n'en nommer que quelques-uns, les institutions suivantes ont été des acteurs primordiaux dans la prise en considération internationale de la nutrition au sein des activités agricoles et de sécurité alimentaire :

- En 2008 et de nouveau en 2013, le Lancet (l'une des principales revues médicales mondiales) a publié une série d'études sur la sous-nutrition maternelle et infantile. Alors que la série de 2008 s'est concentrée sur les interventions directes les plus efficaces pour réduire la sous-nutrition, la récente série de 2013 a davantage mis l'accent sur l'importance des stratégies intersectorielles de réduction de la sous-nutrition, notamment en incluant un article sur les interventions et les programmes sensibles à la nutrition, et un article sur « la

politique de réduction de la malnutrition » axé quant à lui sur le rôle nutritionnel des politiques environnementales.

- Le Mouvement de renforcement de la nutrition (*Scaling UP Nutrition* - SUN)⁸, lancé en 2010, a été construit sur une double approche promulguant à la fois des interventions directes de lutte contre la sous-nutrition et des interventions dites sensibles à la nutrition. Le mouvement SUN vise à privilégier l'action au niveau des pays afin de promouvoir et de mettre en œuvre les treize interventions spécifiques à la lutte contre la sous-nutrition identifiées comme les plus efficaces par la série Lancet 2008. Le mouvement vise également à accroître les investissements dans le développement d'interventions sensibles à la nutrition, en s'attaquant aux causes sous-jacentes de la nutrition, notamment à travers le ciblage de différents secteurs clés. À ce jour, plus de quarante pays ont rejoint le SUN et se sont engagés à agir. Le mouvement a été l'un des principaux promoteurs de la montée en puissance de l'agenda sensible à la nutrition.
- Suite à la conférence de 2011 de New Delhi intitulée « Leveraging agriculture for improving nutrition and health » organisée par l'IFPRI⁹, le CGIAR¹⁰ et ses

7 - Banque mondiale, 2013, *Improving Nutrition Through Multisectoral Approaches*.

8 - Mouvement SUN : www.scalingupnutrition.org

9 - L'IFPRI est l'Institut de recherche sur les politiques alimentaires (www.ifpri.org). Plus d'informations peuvent être trouvées sur le site de la Conférence de New Delhi 2020 : <http://2020conference.ifpri.info>

10 - Le GCRAI est le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, un consortium mondial qui regroupe 15 instituts de recherche agricole et alimentaire (www.cgiar.org).



partenaires ont lancé en octobre 2011 le programme de recherche A4N (Agriculture pour la Nutrition), dont l'objectif est de « renforcer la contribution de la recherche agricole à l'amélioration du statut nutritionnel et de la santé ». La recherche se concentre sur trois éléments : 1) des chaînes de valeur agricoles qui rendent des aliments plus nutritifs et plus sûrs accessibles aux pauvres, 2) des programmes de développement plus efficaces intégrant l'agriculture, la nutrition et la santé, et 3) de meilleures politiques, réglementations et investissements intersectoriels.

- La Banque mondiale, l'un des principaux bailleurs de fonds international de développement rural, a été un acteur important de la prise en considération de l'agriculture sensible à la nutrition, notamment grâce à de nombreuses recherches et publications, telles que le rapport paru en 2007 : *From Agriculture to Nutrition, Pathways, Synergies and Outcomes*, le rapport paru en 2012 : *Prioritizing nutrition in agriculture and rural development : guiding principles for operational investments*, et le rapport paru en 2013 : *Improving Nutrition through Multisectoral Approaches* qui comporte un

chapitre sur la façon dont l'agriculture et le développement rural peuvent contribuer à une amélioration du statut nutritionnel. La Banque mondiale a également favorisé les débats sur ce sujet, que ces débats soient internes ou externes à l'institution, notamment à travers sa plateforme en ligne de partage de connaissance et de débats *Secure Nutrition*¹¹.

- L'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) a soutenu quant à elle la construction d'un consensus autour de 20 « recommandations clés » sur la programmation agricole pour la nutrition, qui vise notamment à favoriser des actions interactives autour d'une approche liant agriculture et nutrition. Ces 20 recommandations ont été construites suite à un examen des lignes directrices et des manuels techniques existants sur le sujet, et ont été officiellement publiées dans un rapport de synthèse¹². La FAO, dont le mandat initial donne la même importance à l'alimentation, l'agriculture et la nutrition, a également adopté fin 2012 une stratégie nutritionnelle. En 2013, le résultat de son rapport annuel *State of Food and Agriculture* (SOFA) met l'accent sur « les systèmes

11 - Voir : <https://www.securenutritionplatform.org/Pages/Home.aspx>

12 - FAO, *Synthesis of guiding principles on agriculture programming for nutrition*, disponible à l'adresse suivante : <http://www.fao.org/docrep/017/aq194e/aq194e.pdf>



© Damien Guerchois - Somalie

d'alimentation pour une meilleure nutrition », intégrant le mot nutrition dans son titre pour la première fois depuis 1964.

- L'ordre du jour de la prochaine ICN2 (Conférence internationale sur la nutrition), dont l'objectif principal est de faire le bilan de plus de 20 ans de politiques internationales de lutte contre la malnutrition (faisant suite au premier ICN de 1992), sera organisé autour des politiques et programmes sensibles à la nutrition de deux domaines : l'agriculture et la protection sociale.

Beaucoup d'initiatives venant d'autres pays, bailleurs de fonds, institutions de recherche et organisations de la société civile (OSC) mériteraient également d'être mentionnées. Bien qu'elles ne soutiennent pas forcément les mêmes approches, ces initiatives sont toutes reliées et ont pu favoriser une dynamique conjointe sur les liens entre agriculture, interventions de développement rural et amélioration de la nutrition.

Cependant, malgré de remarquables progrès, l'agenda international sensible à la nutrition est toujours incomplet. Tout d'abord, il s'agit principalement d'un agenda de la communauté nutritionnelle plutôt que de la communauté agricole, qui n'implique qu'un nombre limité d'institutions et un nombre limité de personnes au sein de ces institutions. L'appropriation de cet agenda par le secteur agricole a ainsi fait jusqu'à présent défaut. Notre recherche souligne la faible redevabilité du secteur agricole, vis-à-vis des impacts alimentaires et nutritifs de ses actions. Une plus forte implication des acteurs agricoles (en particulier des ministères nationaux de l'Agriculture, des bailleurs de fonds traditionnels, du secteur rural et du secteur privé) est nécessaire. Le plus grand défi identifié pour y parvenir consiste à fournir les bonnes incitations au secteur agricole afin qu'il soit plus responsable vis-à-vis de la nutrition.

Deuxièmement, bien que la priorité a été donnée à la recherche de preuves de liens entre les interventions agricoles et l'amélioration de l'état nutritionnel, ces liens sont loin d'avoir été établis. Ceci serait principalement dû au fait qu'au sein même des programmes agricoles incluant des objectifs nutritionnels, on remarque un manque criant de systèmes de suivi et d'évaluation (S&E) suffisamment

robustes pour être en mesure de tirer des conclusions scientifiques. L'article 2013 du Lancet sur les interventions sensibles à la nutrition illustre cette idée : « *La faible teneur en preuves est probablement due : i) aux faiblesses dans les objectifs, conceptions, ciblagés et mises en œuvre des programmes, ainsi que : ii) au manque de rigueur dans l'évaluation d'impact, et plus particulièrement l'absence de programmes d'analyse des passerelles basés sur la théorie (Ruel et al., 2013). Cette absence de preuves rend d'autant plus difficile le fait de convaincre les acteurs agricoles. Développer et renforcer les systèmes de conception, de suivi, et d'évaluation des programmes est donc crucial.* »

De plus, il serait peut-être temps de reconnaître qu'une trop grande priorité a été donnée à la recherche de preuves scientifiques solides, alors que cela est difficilement réalisable. Bien que l'objectif soit de se baser sur des preuves solides pour transformer les politiques et les interventions agricoles, il est nécessaire de reconnaître que l'agriculture se passe dans le monde réel et non dans un laboratoire où « toutes choses seraient égales ». Dans le monde réel, il est très difficile d'évaluer des passerelles multicausales, notamment quand de nombreux facteurs interdépendants sont à l'œuvre. Les RCT (*Randomized Control Trials* ou Tests de contrôle aléatoires), le plus haut degré de l'évaluation d'impact, pourraient ne jamais réussir à construire une base de preuves solides se basant sur les programmes agricoles sensibles à la nutrition, à la fois parce que les essais ne peuvent pas être facilement randomisés et parce que les passerelles sont bien plus longues à se mettre en œuvre et bien plus interdépendantes les unes des autres que pour beaucoup d'autres recherches sectorielles (*Pinstrup-Andersen, 2013*). Il faudrait reconnaître que le renforcement de la sensibilité nutritionnelle des programmes sectoriels est en premier lieu une question politique. L'augmentation du volume des investissements sensibles à la nutrition sur une période de temps plus longue serait en mesure de faire la différence.

Enfin, l'hypothèse globale qu'illustre ce rapport serait que l'agenda sensible à la nutrition est principalement un agenda international qui a peiné jusqu'à présent à se traduire en action au niveau des pays. C'est ce que nous avons voulu vérifier dans trois pays où ACF travaille : le Burkina Faso, le Kenya et le Pérou.



RÉSULTATS DES ÉTUDES-PAYS

La recherche présentée dans ce rapport vise à déterminer comment l'agenda international sur l'agriculture sensible à la nutrition se traduit actuellement dans les politiques et les pratiques au niveau du terrain, niveau où il devrait prendre le plus d'importance. Ce rapport vise ainsi à répondre aux trois questions suivantes :

- i) Comment les politiques agricoles nationales intègrent-elles les questions de nutrition ?
- ii) Quels sont les principaux obstacles à l'amélioration de la contribution des politiques agricoles dans la lutte contre la sous-nutrition ?
- iii) De quelles manières ces obstacles peuvent-ils être atténués ?

Ces études de cas ont été réalisées dans trois pays : le Burkina Faso, le Kenya et le Pérou¹³. La méthodologie de ces études a été construite en fonction de la littérature consultée, d'analyses de données secondaires et d'entretiens réalisés avec des personnes clés des gouvernements, des bailleurs de fonds, des organisations internationales et des acteurs de la société civile. Ce travail a été réalisé en fonction d'une grille d'analyse développée par ACF pour évaluer les différents moyens par lesquels les politiques agricoles peuvent prendre en compte la nutrition. Cette grille d'analyse est constituée de 25 questions réparties en cinq piliers principaux construits en fonction des différents éléments de la politique (la version complète de cette grille est présentée en annexe). Les principales questions de la grille sont les suivantes :

- Comment s'intègre la nutrition dans les objectifs et les systèmes de suivi et d'évaluation (indicateurs, etc.) ?
- Des critères de ciblage ont-ils été mis en place ? Prennent-ils en compte des notions nutritionnelles ?

La dimension du genre a-t-elle été intégrée en tenant compte de la nutrition ?

- La politique a-t-elle évalué ses potentiels effets négatifs sur la nutrition et mis en place des mesures pour atténuer ces effets s'ils apparaissent ?
- En ce qui concerne les principales activités prévues, comment la politique va-t-elle contribuer à l'amélioration de la consommation d'aliments nutritifs tout au long de l'année ? Comment la politique contribue-t-elle à accroître la disponibilité (de la production à la commercialisation) et l'accessibilité financière des aliments riches en nutriments, et contribue-t-elle à réduire la saisonnalité ? Ce faisant, de quelle façon la politique prend-t-elle en compte des considérations nutritionnelles ?
- Des interventions nutritionnelles complémentaires et pertinentes ont-elles été prévues, telles que la sensibilisation nutritionnelle, ou des formations et des cours d'éducation nutritionnelle ?
- Enfin, de quelle manière les mécanismes de gouvernance agricole soutiennent l'intégration de la nutrition ? Quel niveau de financement a été consacré aux interventions sensibles à la nutrition au sein du budget agricole ?

SITUATION NUTRITIONNELLE ET AGRICOLE

Les pays étudiés sont à différentes étapes de leur transition nutritionnelle et montrent donc des situations nutritionnelles très diversifiées, comme l'illustre le tableau suivant :

13 - Ces études de cas sont disponibles en ligne aux adresses suivantes : <http://www.actioncontrelafaim.org/en/content/seeds-of-good-nutrition> (version anglaise) et <http://www.actioncontrelafaim.org/fr/content/graines-bonne-nutrition> (version française).

		Burkina Faso	Kenya	Pérou	
Prévalence de la malnutrition aiguë (enfant - 5 ans)		10,9 % ¹	7 % ²	0,8 % ³	
Prévalence de la malnutrition chronique (enfant - 5 ans)		32,9 % ¹	35,2 % ²	18,1 % ⁴	
Nombre de cas de malnutrition chronique (enfant - 5 ans)		1 000 000 ⁵	2 400 000 ⁵	770 000 ⁵	
Tendances de la prévalence de la malnutrition chronique (enfant - 5 ans)		 (1993-2012) ⁶ Retard de croissance = -7,1 (40 % - 32,9 %)	 (1993-2009) ^{2, 7} Retard de croissance = -4,8 (40 % - 35,2 %)	 (2007-2012) ⁴ Retard de croissance = -10,1 (28,2 % - 18,1 %)	
Carences en micronutriments	Carence en vitamine A (enfants d'âge préscolaire)	54 % ⁸	76 % ⁹	14,90 % ¹⁰	
	Anémie	Enfants d'âge préscolaire	91,50 % ¹¹	73 % ⁹	50,40 % ¹⁰
		Femmes enceintes	68,30 % ¹¹	55 % ⁹	42,70 % ¹⁰
Surpoids (femmes en âge de procréer)		10,5 % ¹²	25 % ^{2, 7}	50 % ¹³	
Part des céréales dans les apports énergétiques alimentaires		72,3 % ¹⁴	46,5 % ¹⁴	42,8 % ¹⁴	
Part de l'agriculture dans le PIB total		33 % ¹⁵	16 % ¹⁶	13,6 % ¹⁷	
Part de la population active totale travaillant dans l'agriculture		86 % ¹⁵	68,8 % ¹⁸	22,8 % ¹⁸	
Part de la population rurale et urbaine (% rural / % urbain)		71,7 % / 28,3 % ¹⁸	76,7 % / 23,3 % ¹⁸	22 % / 78 % ¹⁸	

¹ Enquête nutritionnelle nationale 2012. Ministère de la santé du Burkina Faso. Données pour 2012.

² Kenya Demographic and Health Survey 2008-2009. Kenya National Bureau of Statistics (KNBS) et ICF Macro. 2010. Données pour 2008.

³ Données extraites du site internet de l'OMS (consulté le 9 juillet 2013). Données pour 2008.

⁴ Encuesta Demográfica y de Salud Familiar. Instituto Nacional de Estadística e Informática. Données pour 2012.

⁵ Données extraites du site internet du mouvement SUN (consulté le 9 juillet 2013). Données pour 2013.

⁶ EDS 1993, 1998, 2003, ENIAM 2008, ENN 2010, 2012.

⁷ National Nutrition Action Plan 2012-2017. République du Kenya. Données pour 2008.

⁸ WHO Global Prevalence of Vitamin A Deficiency in Populations at Risk 1995-2005.

⁹ Mwaniki D.L., Omwega A.M., Muniu E.M., Mutunga J.N., Akelola R., Shako B.R., Gotink M.H., Pertet A.M., « Anaemia and status of iron, vitamin A and zinc in Kenya. The 1999 National Survey ». Nairobi, ministère de la Santé, 2002. Données pour 1999.

¹⁰ Monitoreo Nacional de indicadores nutricionales 2004. Ministère de la Santé publique, Institut national de Santé. Données pour 2004.

¹¹ Burkina Faso, Enquête démographique et de santé 2003. Institut national de la statistique et de la démographie. Ministère de l'Économie et du Développement du Burkina Faso. Calverton, MD, ORC Macro, 2004. Données pour 2003.

¹² Enquête nationale sur l'insécurité alimentaire et la malnutrition (ENIAM). Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources halieutiques, Direction générale des prévisions et des statistiques agricoles, août 2009. Données pour 2009.

¹³ Grupo de Análisis para el Desarrollo, octobre 2011. Données pour 2002.

¹⁴ Faostats 2009 (calculs d'ACF).

¹⁵ Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH) de 2006 du Burkina Faso – Résultats définitifs. Données pour 2006.

¹⁶ Profils pays de la FAO, 2005. Données pour 2003.

¹⁷ Profils pays de la FAO, 2000. Données pour 1998.

¹⁸ Faostats 2013 (calculs d'ACF).



ENGAGEMENTS NATIONAUX VISANT À RÉDUIRE LA SOUS-NUTRITION

Chacun des trois pays étudiés a des engagements existants pour réduire la faim et la sous-nutrition, mais à

des niveaux cependant très différents. L'indice HANCI 2012¹⁴ développé par l'IDS, a utilisé trois facteurs principaux (cadres juridiques, politiques et programmes, dépenses publiques) pour classer quarante-cinq pays en fonction de leurs engagements à réduire la faim et à améliorer la nutrition. Ces engagements ne sont pas spécifiques à l'agriculture mais donnent une bonne idée de la façon dont la nutrition est priorisée dans l'agenda politique des pays.

Pays	Rang dans l'engagement contre la faim et la sous-nutrition (/ 45)	Niveau d'engagement	Dates d'adhésion au mouvement SUN
Pérou	4	Fort engagement	Novembre 2010
Burkina Faso	10	Engagement modéré	Juin 2011
Kenya	34	Très faible engagement	Août 2012

Source : rapport HANCI, 2012

PROGRÈS DES PAYS DANS LE RENFORCEMENT DE LA NUTRITION AU SEIN DE LEURS POLITIQUES AGRICOLES

Les trois pays ont récemment pris des engagements nationaux quant à l'intégration de considérations nutritionnelles dans leurs politiques agricoles et de sécurité alimentaire. La section suivante présente brièvement leurs engagements, leurs développements récents et leurs principales réalisations¹⁵.

Au **Burkina Faso**, la malnutrition chronique affecte 32,9 % des enfants de moins de cinq ans. 91,5 % d'entre eux sont atteints d'anémie (carence en fer). La prévalence de la malnutrition chronique a augmenté entre 1993 et 2003 et a ensuite diminué, avec de fortes différences entre quintiles de richesse (la prévalence de la malnutrition chronique est de 18 % pour le quintile le plus riche contre 42 % pour le quintile le plus pauvre) et entre les régions. En raison du coût élevé des régimes alimentaires de qualité, 50,5 % des ménages et 71 % des enfants ont une faible diversité alimentaire.

Le Programme national du secteur rural (PNSR), approuvé en 2012, est le « *seul cadre de l'action publique dans le*

développement rural ». Il rassemble des stratégies pour l'agriculture, l'élevage, la pêche, les forêts, l'environnement, et l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les zones rurales. Son objectif global est relatif à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et deux de ses six objectifs spécifiques ont une composante nutritionnelle : « *assurer la couverture des besoins alimentaires quantitatifs et qualitatifs* » et « *réduire le retard de croissance chez les enfants* ».

Lors de l'élaboration du PNSR, une attention particulière a été accordée aux préoccupations nutritionnelles. Toutefois, un examen effectué par le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) du projet de document du PNSR, a noté que la nutrition était trop faiblement incluse. Cet examen a été suivi par un atelier régional du PDDAA sur l'intégration de la nutrition dans les Plans d'investissement nationaux agricoles en Afrique de l'Ouest. Cet atelier a créé une opportunité pour l'équipe en charge de la coordination des politiques agricoles d'intégrer des considérations nutritionnelles. Des références relatives à l'alimentation et à la nutrition ont depuis été intégrées dans l'analyse et les principales priorités, notamment en ce qui concerne la réduction de la saisonnalité de la disponibilité alimentaire, de l'amélioration de la diversification de la production et de l'accès aux marchés. Cependant, la nutrition ne figure pas comme une priorité du secteur agricole (qui est principalement orienté vers la croissance économique et le commerce). Les interventions agricoles qui peuvent être considérées comme sensibles à la nutrition sont ainsi limitées, que

14 - L'indice HANCI (*Hunger And Nutrition Commitment Index*) classe les gouvernements en fonction de leur engagement politique dans la lutte contre la faim et la sous-nutrition, mesure leurs réalisations et leurs échecs quant à la lutte contre la faim et la sous-nutrition, et évalue si l'amélioration du niveau d'engagement conduit à une réduction de la faim et de la sous-nutrition.

15 - Sauf expressément indiqué, toutes les informations de cette section proviennent des études de cas par pays.

ce soit en nombre ou en ampleur. Plus particulièrement, certains aspects importants n'ont pas été suffisamment pris en considération par le document, notamment le ciblage des groupes vulnérables, la dimension de genre, la responsabilisation des femmes en ce qui concerne la nutrition, l'accessibilité financière de l'équilibre alimentaire, l'enrichissement nutritionnel des aliments, et l'atténuation des potentiels impacts nutritionnels négatifs provoqués par les politiques agricoles. En réalité, le document souffre d'une relative déconnexion entre ses objectifs spécifiques, qui incluent la nutrition, et son cadre d'intervention, qui omet de nombreux aspects pertinents de la nutrition. Il est donc difficile d'évaluer dans quelle mesure les interventions promulguées seront en mesure de contribuer à la réalisation des objectifs nutritionnels attendus et de quelle manière cette contribution sera mesurée.

En termes de financement, même si les aspects sensibles à la nutrition sont qualitatifs et donc difficiles à mesurer dans un document de politique n'étant pas encore suffisamment désagrégé, les données disponibles montrent que seulement 7 % du budget total peut être considéré comme sensible à la nutrition.

Malgré cette priorité relativement faible, quelques mesures positives méritent d'être soulignées. Depuis 2004, l'enquête agricole trimestrielle effectuée par le ministère de l'Agriculture inclut dans sa méthodologie un indicateur nutritionnel. Le ministère de l'Agriculture est récemment devenu le ministère de l'Agriculture et la Sécurité alimentaire. En 2012, un département dédié à l'Alimentation et à la Promotion de la qualité nutritionnelle a été créé au sein de ce ministère, son mandat comporte notamment des activités nutritionnelles. La crise alimentaire et nutritionnelle 2012¹⁶ a conduit le ministère de l'Agriculture à reconnaître l'approche de l'économie des ménages (HEA) comme une méthodologie pertinente pour identifier les ménages vulnérables au sein des programmes de sécurité alimentaire. Malgré des tensions autour des responsabilités respectives du ministère de la Santé et du ministère de l'Agriculture en ce qui concerne la nutrition, la crise a également permis des améliorations quant au dialogue institutionnel autour de la nutrition. Enfin, avec l'appui de l'UNICEF, les programmes de l'école agricole nationale sont actuellement en cours de révision afin d'inclure des cours de nutrition dans les formations de base des agents de vulgarisation agricole.

Le Burkina Faso a rejoint le mouvement SUN en 2011. Le plan national du SUN est le Plan stratégique national de nutrition 2010-2015. Il est toutefois à noter que ce plan provient du ministère de la Santé. En outre, les programmes agricoles et de sécurité alimentaire n'ont pas été pris en compte dans les activités sensibles à la nutrition, et ne se retrouvent pas dans le budget.

En dehors de quelques initiatives intéressantes, peu de stratégies et de programmes appartenant aux bailleurs de fonds du secteur rural semblent vraiment intégrer un point de vue nutritionnel. Cela peut être expliqué par les outils de financement disponibles pour les bailleurs de fonds du secteur rural (le secteur du développement rural propose plus de prêts et moins de subventions que les autres secteurs), par le manque d'intérêt et d'expertise que suscitent les questions alimentaires et nutritionnelles, et par la priorité donnée aux approches économiques et commerciales dans le secteur de l'agriculture. Plus particulièrement, la plupart des programmes des bailleurs de fonds du secteur rural n'intègrent pas d'indicateurs nutritionnels ni au sein de leur cadre de résultats, ni au sein de leurs systèmes de suivi, ce qui signifie qu'ils ne sont pas capables de mesurer leur contribution à la réduction de la malnutrition. Les programmes récents visant à renforcer la « résilience » des communautés vulnérables représentent cependant des opportunités intéressantes pour renforcer les liens opérationnels entre l'agriculture, l'alimentation et la nutrition.

L'un des principaux défis pour une meilleure intégration de la nutrition dans les politiques agricoles réside dans l'écart important, en termes d'approche et de synchronisation, entre le « secteur rural » (qui est principalement économique et orienté sur le long terme) et les travaux du Conseil national de sécurité alimentaire, logé au ministère de l'Agriculture, dont le mandat est axé sur une réponse à court terme aux déficits alimentaires des zones déficitaires. Si cet écart important trouve sa source dans la mise en place d'institutions gouvernementales, il est renforcé par les mécanismes de coordination des bailleurs de fonds : parmi ces derniers, ceux qui sont le plus intéressés par la nutrition ont tendance à orienter leur soutien vers une sécurité alimentaire d'urgence plutôt que de privilégier des approches agricoles à long terme. Même si la seule activité de soutien à la production à moyen terme du cadre d'intervention du PNSR ne représente que 0,2 % du budget total, il est à noter que ce cadre intègre cependant le travail du Conseil national de sécurité alimentaire.

Au **Kenya**, la malnutrition chronique touche 35 % des enfants de moins de cinq ans. Il y a eu peu ou pas d'amélioration depuis 1998. Dans la lutte contre la malnutrition, la priorité politique a été donnée au ministère de la Santé publique et de l'Assainissement (MSPA) et au sein de ce ministère, aux interventions à fort impacts nutritionnels (HINI) comme la supplémentation en vitamine A et en zinc ou la fortification alimentaire.

Deux cadres de développement ont récemment tenté d'intégrer des considérations nutritionnelles dans le secteur de l'agriculture. Le premier est la *Politique de sécurité alimentaire et de nutrition* (FNSP), finalisée en 2011.

16 - En juin 2012, au Burkina Faso, 2,8 millions de personnes étaient exposées à un risque d'insécurité alimentaire. À la même époque, les taux de malnutrition ont atteint des sommets historiques pour le pays.



© Tine Frank, ACF USA - Soudan

La rédaction de la FNSP, sous la coordination du ministère de l'Agriculture, a été un processus long et participatif (2005-2011) qui a mené à une vision équilibrée entre l'alimentation et la nutrition. Une deuxième initiative, plus récente, a eu lieu dans le cadre du PDDAA et pourrait contribuer à renforcer les efforts nationaux en faveur de la nutrition. Cette initiative fait suite à un atelier régional, tenu en février 2013 en Tanzanie, et qui portait pour titre « Intégrer la nutrition dans les plans d'investissement agricoles et de sécurité alimentaire nationaux ». Aucune échéance précise n'a été fixée pour ce processus, mais des rapports réguliers sur les progrès accomplis sont prévus.

En parallèle du processus de rédaction de la FNSP, le ministère de l'Agriculture a également élaboré une stratégie du secteur agricole pour le développement (TSA), qui vise à assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous les Kenyans. Ce document n'intègre cependant que très peu les questions de nutrition. Il cible les groupes vulnérables et les femmes, mais ne mentionne ni les interventions spécifiques en faveur des petits agriculteurs, ni la diversification de la production à des fins de diversification alimentaire.

La principale priorité du ministère de l'Agriculture reste de « produire de la nourriture », la notion de sécurité nutritionnelle ne vient qu'ensuite. Au sein du ministère de l'Agriculture, la section *Home Economics* (HE) a le mandat

de s'occuper de la nutrition. L'ensemble des travaux de la section HE peuvent être qualifiés de sensibles à la nutrition. Plus de 500 fonctionnaires et agents de vulgarisation agricole agissant sous la supervision de cette section font offices sur le terrain de relais primordiaux d'informations nutritionnelles, et amorcent ainsi un changement de comportement ancré sur le long terme. Cependant, la section HE reste une petite section au sein du ministère de l'Agriculture, qui lui-même fonctionne en sous-effectifs si l'on prend en compte la situation alimentaire et nutritionnelle du Kenya.

Le manque de ressources humaines et le manque de connaissances par les agents de terrains des documents d'orientation nutritionnelle constituent les principaux obstacles à la prise en compte de la nutrition au sein du ministère de l'Agriculture.

L'adhésion du Kenya au mouvement SUN en août 2012 s'est effectuée dans le prolongement des efforts nationaux antérieurs. Cela n'a en aucun cas constitué un changement soudain. C'est dans le cadre de cette initiative que le *Plan d'action national de la nutrition* (NNAP) a été élaboré. Le NNAP est présenté comme fortement aligné avec les positions de la FNSP et souligne notamment que « la réduction de la malnutrition n'est pas seulement une priorité du secteur de la santé ». Toutefois, il est à noter qu'il se concentre principalement sur les HINI et qu'il ne soumet aucune proposition relative aux interventions agricoles sensibles à la nutrition.

Un certain nombre de programmes agricoles et de sécurité alimentaire prenant en compte la nutrition existe toutefois au Kenya, qu'ils soient soutenus par le Gouvernement ou par des bailleurs de fonds. Un programme gouvernemental emblématique alliant agriculture et nutrition serait le programme *Kenya Marufuku Njaa* (éliminer la faim au Kenya, NMK) qui cible les groupes extrêmement pauvres et vulnérables et intègre des objectifs nutritionnels. Ce programme est l'un des plus grands programmes du ministère de l'Agriculture et sa composante nutritionnelle semble importante. Il existe également un certain nombre d'exemples de projets d'ONG ou de bailleurs de fonds comportant un volet nutritionnel, mais ce dernier est bien souvent assez limité et ces types de projets ne représentent qu'une faible part du nombre total de projets.

En termes de financement, les activités de la section HE ne représentent également qu'une faible part du budget agricole. Dans le financement de la NNAP, les approches sensibles à la nutrition ne représentent que 3 % du budget total, et se limitent à des actions de santé, d'eau, d'assainissement et d'hygiène. Comme le Kenya n'a pas encore établi de liens financiers avec des plans agricoles prenant en compte la nutrition, on ne trouve dans le financement des approches sensibles à la nutrition de la NNAP aucune mention de l'agriculture.

Pour l'instant, l'intégration d'aspects nutritionnels dans les systèmes de suivi et d'évaluation agricoles et de sécurité alimentaire semble être chose rare, même si certains progrès ont été accomplis récemment en ce qui concerne l'intégration de composantes nutritionnelles dans le fonctionnement des systèmes d'alerte précoce et de surveillance. Même lorsque les projets comportent explicitement un volet nutritionnel, il manque une démonstration de leur impact nutritionnel positif. Cela crée des difficultés à la fois quant à l'identification des interventions sensibles à la nutrition, et quant à leur responsabilité face à leurs résultats nutritionnels.

Au **Pérou**, la malnutrition a été introduite dans l'agenda politique dans le milieu des années 2000 et a figuré depuis comme une des priorités des politiques sociales. Cette priorisation a notamment été illustrée par la création en 2006 de la *Stratégie nationale d'intervention coordonnée pour lutter contre la pauvreté et la malnutrition infantile chronique* (CRECER), qui comprend une série de programmes sociaux multisectoriels et coordonne les différentes institutions en charge de l'exécution de ces derniers. Les programmes sont financés avec un système de Budgétisation axée sur les résultats (BAR) qui, en plus de permettre une utilisation transparente et efficace des fonds publics, révèle les zones d'investissement public prioritaires. Différentes OSC, ainsi que les toutes les parties prenantes de la campagne *Initiative contre la malnutrition infantile* (IDI) lancée en 2006, ont contribué à convaincre

le Gouvernement d'inclure des objectifs nutritionnels dans le cadre d'une stratégie nationale plus large de réduction de la pauvreté.

Peu de progrès ont été réalisés entre 2000 et 2005, mais ces engagements ont toutefois abouti au recul de la malnutrition chronique chez les enfants de moins de cinq ans (de 28,5 % en 2007 à 18,1 % en 2012). Ces taux varient toutefois considérablement entre les zones urbaines et les zones rurales (où la prévalence reste élevée même si c'est au sein de ces zones que les plus grands progrès ont été réalisés ces dernières années), entre les régions (la prévalence est élevée dans les régions rurales Sierra et Selva : plus de 25 % dans de nombreux districts, alors qu'elle est relativement faible dans la région de Lima (6,3 %) ainsi que dans le reste de la région Costa), et selon les quintiles de richesse (le retard de croissance est corrélé avec les niveaux de pauvreté, et n'a guère évolué au cours des cinq dernières années au sein des deux quintiles les plus pauvres).

Le Pérou a rejoint le mouvement SUN en novembre 2010. Cette participation du Pérou dans le mouvement reflète le niveau de priorisation que le Gouvernement donne à la lutte contre la malnutrition infantile chronique, même si cette participation ne fut pas décisive quant à la définition de la lutte contre la malnutrition comme priorité nationale.

En 2012, la *Stratégie nationale pour le développement et l'inclusion sociale : Inclure par Croquer* a été adoptée sous la coordination du ministère de l'Intégration et du Développement social (MIDIS). Cette stratégie se concentre sur les populations pauvres les plus vulnérables qui représentent 16 % de la population totale (93,5 % d'entre eux vivent dans les zones rurales), et comprend un objectif qui souhaite atteindre un taux de malnutrition chronique de 10 % d'ici à 2016.

Jusqu'à récemment, le ministère de l'Agriculture (MINAG) est resté en dehors des stratégies visant à améliorer l'état nutritionnel de la population. En réalité, au cours de la dernière décennie, la politique agricole péruvienne a été principalement destinée à stimuler la compétitivité de l'agriculture, notamment sur les marchés extérieurs. La politique agricole n'a ainsi pas été développée en réponse à l'insécurité alimentaire ou à l'appui de l'agriculture paysanne à petite échelle, et n'a pas intégré de préoccupations nutritionnelles. Ce constat est toutefois amené à évoluer : le nouveau Gouvernement ayant mis au point une vision plus globale et plus durable de sa politique agricole, améliorant et renforçant au passage son soutien aux programmes de sécurité alimentaire. Le *nouveau Plan stratégique agricole pluriannuel 2012-2016* réaffirme ainsi la compétitivité comme l'objectif principal du secteur agricole, avec notamment un accent sur la promotion de l'irrigation et de l'agro-exportation, mais développe également une certaine emphase sur la production à petite échelle et la durabilité écologique. Toutefois, bien que la



malnutrition infantile et les carences en micronutriments y soient mentionnées, ce nouveau plan ne propose pas d'objectif nutritionnel en tant que tel.

En outre, il est à noter que deux processus principaux, visant à améliorer l'état nutritionnel de la population, impliquent directement le secteur agricole : la *Stratégie nationale pour le développement et l'inclusion sociale : Inclure Pour Croître* (qui fait spécifiquement référence aux domaines dans lesquels le MINAG doit contribuer, notamment dans le cadre de son pilier 4 « Inclusion économique » qui vise la création d'emplois temporaires et la réduction de la pauvreté pour des bénéficiaires âgés de 18 et 64 ans) et la *Stratégie nationale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle*, dont le développement est coordonné par le MINAG. Cette nouvelle stratégie (qui est en cours de rédaction) illustre à la fois une volonté d'intégrer des objectifs de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les politiques agricoles et une volonté de coordonner les politiques agricoles avec celles des autres secteurs possédant une influence sur la nutrition.

Au-delà de ces processus liés à l'agriculture, diverses initiatives législatives sont en cours au niveau du Congrès, et devraient bientôt aboutir à une loi sur la sécurité alimentaire pouvant potentiellement intégrer la nutrition.

Parmi les programmes d'agriculture à petite échelle, le projet *Mi Chacra Emprendedora - Haku Winay* (Ma petite ferme entrepreneuriale - nous allons croître) doit être mentionné. Il ne dépend pas du MINAG mais du MIDIS, et se positionne en fonction du concept fondamental d'*Inclusion économique* propre à la stratégie *Inclure Pour Croître*. Pour le moment, le projet ne possède ni objectifs explicites d'amélioration de la nutrition, ni indicateurs nutritionnels.

Un plan prévoit toutefois de les rajouter d'ici à 2014. Il en va de même pour les programmes coordonnés par le MINAG. Les méthodes et les activités de ces programmes indiquent un possible effet positif sur la situation nutritionnelle des bénéficiaires, notamment à travers :

- les critères de sélection des bénéficiaires ;
- la fréquence de l'approche par genre ;
- le financement d'activités permettant à la fois une production d'aliments variés et hautement nutritifs (en particulier le petit bétail) et un approvisionnement plus régulier tout au long de l'année ;
- un effet généralisé issu de la capitalisation des familles et de l'amélioration du niveau de vie.

En termes de coordination, un rôle clé est joué par le MCLCP (qui est un organe consultatif, créé en 2001, ayant pour rôle de faciliter la consultation et la communication dans la lutte contre la pauvreté), qui coordonne la lutte contre la pauvreté à différents niveaux institutionnels, et intègre notamment des objectifs nutritionnels. Toutefois, alors que la *Stratégie nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle* est destinée à la population dans son ensemble, la *Stratégie nationale pour le développement et l'inclusion sociale (Inclure Pour Croître)* se concentre quant à elle sur la partie la plus pauvre et la plus vulnérable de la population, ce qui soulève la nécessité d'une coordination entre les deux stratégies. À l'heure actuelle, la mise en place de mécanismes clairs de coordination entre ces deux stratégies reste cependant un défi, de même que la coordination entre le secteur agricole et les autres secteurs intégrant des objectifs nutritionnels.

BONNES PRATIQUES ET DÉFIS ACTUELS AU NIVEAU DES PAYS

La principale conclusion que nous pouvons tirer de nos études de terrains, concerne les récents engagements et changements effectués à l'échelon national. S'ils constituent des étapes importantes allant dans la bonne direction, la sensibilité nutritionnelle des politiques agricoles demeure en grande partie théorique, et n'a pas encore été transformée en réalité de terrain. Certaines entraves importantes empêchent encore les politiques agricoles prenant en compte la nutrition d'être effectives au niveau des pays.

Bien que cette approche de l'agriculture ne connaisse pas encore le niveau de priorité nécessaire à son succès, de bonnes pratiques et des exemples positifs existent au niveau des pays afin d'établir un ordre du jour nutritionnel au sein du secteur agricole. Ces pratiques pourraient inspirer d'autres pays pour leur propre agenda agricole.

Cette section est basée sur les points communs et similitudes que nous avons trouvées dans les approches des



© ACF, Lucile Grosjean - Haïti



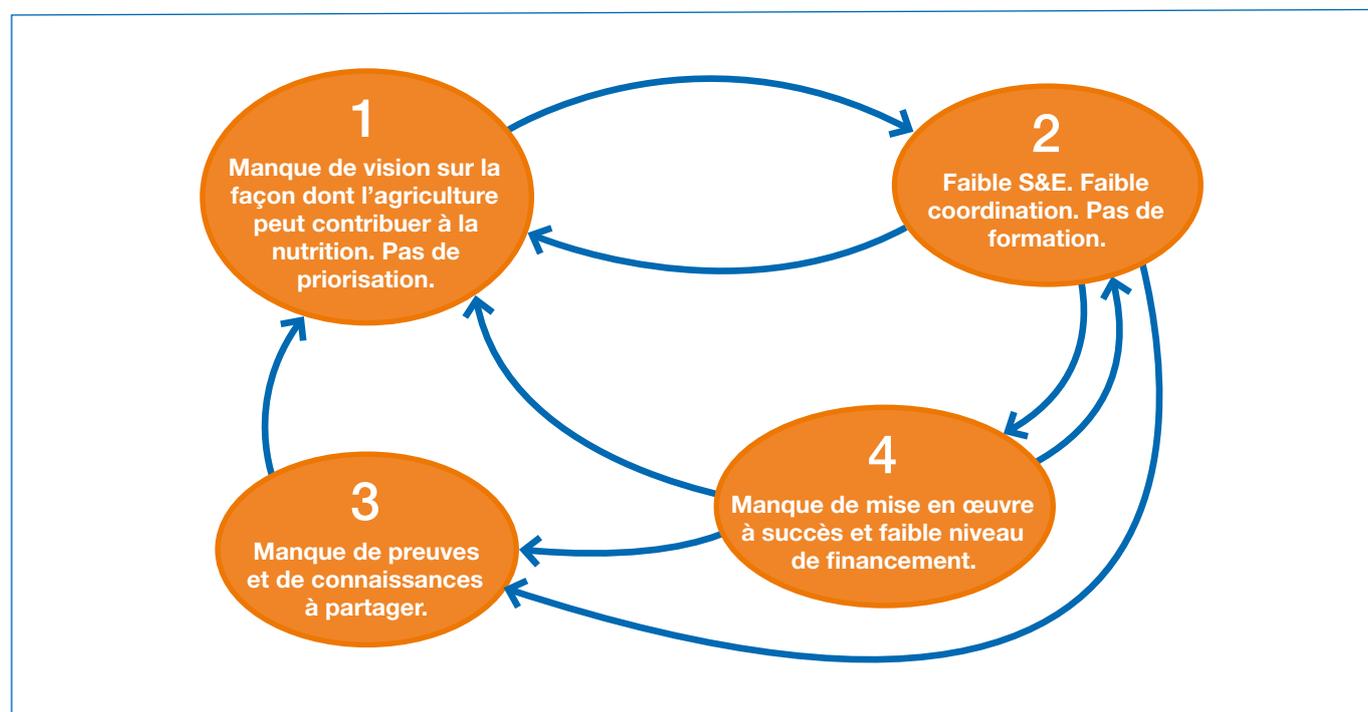
pays étudiés, bien que leurs contextes nationaux soient différents. Nous sommes bien conscients que la pertinence des exemples cités peut varier et être limitée pour d'autres pays.

Les cinq principaux défis identifiés par les trois études de cas sont les suivants :

- la faible priorité accordée à la nutrition dans le secteur de l'agriculture ;
- les difficultés à intégrer de manière efficace la nutrition dans les systèmes de suivi et d'information afin de permettre une analyse intersectorielle de la nutrition ;

- le manque de coordination intersectorielle autour de la nutrition entre l'agriculture et les autres secteurs ;
- l'absence de mise en œuvre des interventions sensibles à la nutrition dans le secteur de l'agriculture ;
- l'insuffisant financement de l'agriculture sensible à la nutrition.

Ces résultats sont fortement interdépendants : certains figurent parmi les causes et/ou les conséquences d'autres résultats, comme l'illustre la figure ci-dessous.



Le cercle vicieux du faible intérêt pour l'agriculture sensible à la nutrition

Transformer ce cercle vicieux en cercle vertueux libérerait le potentiel nutritionnel de l'agriculture. Quelques exemples positifs pouvant potentiellement aider à cette transformation, sont proposés dans la section suivante.

LA FAIBLE PRIORITÉ DÉDIÉE À LA NUTRITION DANS LE SECTEUR AGRICOLE

À travers nos trois études de cas, nous avons relevé que, même lorsque les pays sont fortement mobilisés pour la nutrition (Pérou) ou lorsqu'ils ont été soutenus pour améliorer leur approche à cet égard (Burkina Faso et Kenya), la nutrition ne figure généralement pas comme l'une des priorités des

politiques, stratégies, et programmes agricoles. Dans les trois pays, les politiques agricoles sont encore principalement conçues dans le but de maximiser leur production et de générer des revenus et des recettes d'exportation.

Toutefois, on constate également dans les trois pays une prise de conscience que l'agriculture a de nombreux rôles à jouer et que plusieurs visions de l'agriculture peuvent cohabiter : économique, sociale, commerciale, etc. Pourtant, la nutrition devrait être la seule raison d'être de l'agriculture. Cependant, au regard des pratiques actuelles, cela nécessiterait des changements drastiques qui ne pourraient se produire du jour au lendemain. L'agriculture sensible à la nutrition doit donc être promue comme une approche parmi d'autres, et doit figurer comme une priorité aussi systématiquement que possible.

Bonnes pratiques : la mise en place de la nutrition dans l'agenda agricole

Dans le cadre du processus du PDDAA¹⁷, le NEPAD et la FAO ont organisé des ateliers régionaux africains sur l'intégration de la nutrition dans les Plans d'investissement agricole nationaux. Les ateliers ont généralement été suivis à la fois par le personnel des ministères de l'Agriculture, et par les équipes nutritionnelles des ministères de la Santé. Suite à ces ateliers, le Burkina Faso et le Kenya ont été invités à revoir leurs politiques agricoles nationales en se basant d'un point de vue nutritionnel, ce qui a créé une opportunité pour mieux intégrer la nutrition dans le secteur agricole. Cette initiative sensibilise

le personnel agricole sur les liens entre agriculture et nutrition, et favorise un dialogue intersectoriel entre l'agriculture et la nutrition. Au Burkina Faso, ces ateliers ont résulté en un ambitieux plan d'action comprenant des recommandations concrètes pour renforcer la nutrition au sein du cadre du programme national du secteur rural. Lors des entretiens menés, ce processus a été mentionné par plusieurs acteurs comme ayant eu un rôle déterminant dans la percée de la nutrition dans l'agenda politique agricole national. Toutefois, les ressources et l'appropriation au niveau des pays n'ont pas été suffisantes, et toutes les recommandations du Plan d'action n'ont pas été utilisées et/ou traduites dans le cadre de politique agricole.

La façon dont la nutrition est perçue par le secteur agricole est un indicateur important. Au Kenya par exemple, la nutrition, principalement perçue comme étant essentiellement un problème humanitaire, est majoritairement traitée à travers un cadre institutionnel d'urgence. Au Burkina Faso, la nutrition est perçue à la fois comme sujet relevant du secteur de la santé et de l'humanitaire. Au Pérou, c'est un problème de santé publique et de protection sociale. Dans aucun de ces pays l'agriculture n'est reconnue comme un secteur prioritaire pour la nutrition.

Le secteur agricole ne se pense pas, ni n'est tenu responsable de la situation nutritionnelle du pays. Dans les trois pays, nous avons constaté un manque important d'appropriation du secteur agricole concernant la nutrition. Il existe des difficultés à faire comprendre clairement la façon dont l'agriculture peut contribuer à la réduction de la sous-nutrition et à l'importance des enjeux nutritionnels du secteur agricole. Il est nécessaire pour les acteurs nutritionnels de s'engager davantage auprès des acteurs agricoles, afin de les aider à comprendre leur contribution potentielle à l'amélioration de la nutrition et afin de les convaincre de faire plus, et mieux. L'approche nutritionnelle au sein de l'agriculture est une approche large (comme explicité à travers les multiples passerelles menant de l'agriculture à la nutrition), et n'est pas limité à une ou deux interventions « clés » telle la *biofortification* des cultures ou l'enrichissement nutritionnel des aliments. Cela rend particulièrement aigu le besoin d'outils pratiques visant à soutenir l'intégration de la nutrition au sein de l'agriculture. Cette préoccupation a notamment souvent été soulevée au Kenya.

La façon dont les secteurs agricoles nationaux considèrent la nutrition est également influencée par la façon dont

les organisations internationales et les bailleurs de fonds la considèrent. Dans les trois pays étudiés, nous avons relevé que les bailleurs de fonds et les organisations du secteur rural n'avaient que peu de considération pour la nutrition. Il est difficile d'explicitier exactement la façon dont l'agriculture peut contribuer à réduire la sous-nutrition et de comprendre les enjeux nutritionnels du secteur agricole. Les acteurs du secteur de la nutrition doivent plus collaborer avec les acteurs du secteur agricole pour les aider à comprendre leur contribution à l'amélioration de la nutrition et les convaincre de faire plus et mieux.

Comme décrit dans la partie sur les passerelles entre agriculture et nutrition, renforcer les objectifs de nutrition dans l'agriculture relève d'une approche globale, cela ne se limite pas à une ou deux actions clés telles que la fortification ou la bio-fortification comme on le pense souvent. Comme cela est ressorti plus particulièrement dans l'étude Kenya, cela rend le besoin d'outils pratiques pour améliorer l'intégration de la perspective nutrition dans l'agriculture.

La façon dont les secteurs agricoles nationaux considèrent la nutrition est également influencée par la façon dont les organisations internationales et les bailleurs approchent la nutrition. Dans les trois pays, il ressort que les bailleurs du secteur rural et les organisations accordent peu d'intérêt à la nutrition et aux bonnes pratiques. Les bonnes pratiques répertoriées sont ainsi fondées sur un nombre limité de programmes (*voir partie suivante*).

Un obstacle majeur réside dans le manque d'expertise nutritionnelle au sein du ministère de l'Agriculture. Lorsque cette expertise existe, elle tend à être limitée à un bas niveau hiérarchique au sein des ministères, telle la sec-

17 - Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique, www.nepad-caadp.net



tion *Home Economics* du Kenya. Les agronomes ont une connaissance et une compréhension de la nutrition très hétérogènes. Renforcer la formation nutritionnelle des agronomes pourrait constituer un effet de levier intéressant pour développer une nouvelle vision de l'agriculture : ces formations faciliteraient la coordination intersectorielle et l'appropriation du sujet par les ministères de l'Agriculture. Multiplier les possibilités de formation en nutrition pour les agronomes est dès lors fortement recommandé pour améliorer les connaissances nutritionnelles et renforcer la sensibilisation quant au rôle de l'agriculture dans une bonne nutrition. Ces formations devraient être destinées aux agents agronomes, aux agents de vulgarisation, aux étudiants du secteur agricole, ainsi qu'aux décideurs politiques de haut niveau.

La situation actuelle rend la relation entre les nutritionnistes et les agronomes bien souvent difficile puisqu'ils ne parlent pas le même langage. L'absence de vision et de compréhension est également l'une des conséquences du manque de coordination et de dialogue inter-acteurs autour de la nutrition.

LES DIFFICULTÉS D'INTÉGRER DE MANIÈRE ADÉQUATE LA NUTRITION DANS LES SYSTÈMES DE SUIVI ET D'INFORMATION AFIN DE PERMETTRE UNE ANALYSE INTERSECTORIELLE DE LA NUTRITION

Les statistiques et les informations ont leur importance. Dans les trois pays étudiés, notre recherche a relevé que de manière générale et à des niveaux différents, les ministères de l'Agriculture ne disposent pas des bons outils pour prendre des décisions en matière de nutrition, pour intégrer des activités liées à la nutrition, et pour suivre les impacts nutritionnels avec des indicateurs adéquats. La construction de systèmes d'information prenant correctement en compte la nutrition (notamment à travers l'utilisation d'indicateurs pertinents) sera nécessaire pour accélérer la réalisation d'une agriculture sensible à la nutrition.

Au Kenya et au Pérou, il a été souligné que des analyses de qualité sur les contextes et causes de la sous-nutrition font souvent défaut au secteur agricole, même si ces données sont nécessaires, et réclamées pour la conception de politiques et de réponses adéquates. Les stratégies agricoles devraient être fondées sur une analyse conjointe des informations et des statistiques disponibles (comprenant notamment des informations sur la sous-nutrition, les habitudes de consommation, les régimes alimentaires, les prix, etc.).

Bonne pratique : cours de nutrition dans la formation des agronomes

Le Burkina Faso est actuellement en train de réformer les curricula de l'école nationale d'agriculture afin que la nutrition soit intégrée dans les curricula de formation des étudiants. Cette réforme a été identifiée comme une étape importante pour changer la vision des fonctionnaires agricoles vis-à-vis de la nutrition bien qu'elle ne portera ses fruits que dans trois ou quatre ans, quand les étudiants actuels travailleront sur le terrain et/ou dans les ministères, et coordonneront des actions, mettront en œuvre des programmes de terrains et conseilleront des agriculteurs et groupes d'agriculteurs.

Bonnes pratiques : l'intégration d'indicateurs nutritionnelles dans la collecte des données agricoles

Au Burkina Faso, l'Enquête permanente agricole (EPA) mise en place sur une base trimestrielle par le ministère de l'Agriculture a recueilli les PB¹⁸ d'un vaste échantillon d'enfants de moins de cinq ans depuis 2004. Cette enquête, initialement créée suite à la recommandation d'institutions régionales conseillant de mieux comprendre la « défaillance du bilan cérééalier » sahélien, montre que la disponibilité de produits agricoles alimentaires n'entraîne pas automatiquement une situation de bonne nutrition. La Direction de la Nutrition (appartenant au ministère de la Santé) est l'unité qui a formé les agents agricoles à recueillir le PB.

Dans les faits cependant, les données nutritionnelles dont disposent les ministères de la Santé, ne respectent souvent pas les normes internationales, et sont d'une qualité qui mériterait d'être améliorée (Kenya et Pérou). Quand elles sont disponibles et de bonne qualité, les informations nutritionnelles peuvent servir de base pour renforcer l'appropriation agricole des politiques sensibles à la nutrition. Toutefois, il doit être noté que ces données pourraient également constituer des facteurs de concurrence entre

18 - PB : Le Périmètre Brachial est une mesure de la circonférence du bras prise au milieu de la partie supérieure du bras gauche des enfants de 6 à 59 mois. Cette mesure sert d'indicateur de la malnutrition aiguë.

les secteurs, en lieu et place de facteurs de collaboration. C'est notamment le cas au Burkina Faso, où la question de l'identité du ministère en charge de la collecte du périmètre brachial est un sujet longuement débattu entre les ministères de l'Agriculture et de la Santé.

Il convient également de noter qu'aucun des trois pays n'a mis en place de système pour suivre les impacts nutritionnels de l'agriculture. L'absence de tels systèmes de suivi a été identifiée par de nombreux acteurs comme un obstacle important au développement de programmes agricoles intégrant des objectifs nutritionnels dès la conception. De meilleures données sur la nutrition peuvent faciliter l'évaluation des impacts nutritionnels des interventions agricoles, que ces impacts soient positifs ou potentiellement négatifs. Cela fournirait une aide pour maximiser les changements positifs et établir des mesures d'atténuation visant à minimiser ou à atténuer les impacts négatifs. L'élaboration de plans visant à identifier et à atténuer les conséquences potentiellement négatives des programmes agricoles sur la nutrition des adultes et des enfants est une chose nécessaire, particulièrement dans le cas de programmes d'irrigation de grande envergure, et devrait être soutenue par les bailleurs de fonds et les organisations internationales.

Ce manque de données est également aggravé par l'absence ou la faiblesse d'un organe de coordination qui permettrait une analyse commune de la nutrition et de l'agriculture, ainsi qu'un apprentissage multisectoriel. Au Kenya par exemple, il y a eu, au cours des dernières années, des progrès majeurs dans l'institutionnalisation gouvernementale du processus IPC¹⁹, processus qui comprend à la fois un suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition, ainsi que le développement de protocoles d'alerte précoce nationaux et de surveillance incluant des indicateurs nutritionnels. Cependant, des doutes ont été soulevés par les agronomes quant à la pertinence des indicateurs de nutrition sélectionnés (comme les taux de GAM et de SAM). Sachant que la nourriture est le chaînon manquant entre l'agriculture et la nutrition, des données plus précises sur les denrées alimentaires, les régimes alimentaires et les modes de consommation sont nécessaires pour être utilisées par les programmes de développement agricole pertinent.

LA FAIBLE COORDINATION INTER-SECTORIELLE CONCERNANT LA NUTRITION ENTRE L'AGRICULTURE ET LES AUTRES SECTEURS

Dans les trois pays et au niveau gouvernemental, la participation du secteur agricole dans les structures de coord-

ination multisectorielle autour de la nutrition a été relativement faible ou de courte durée. Au Kenya par exemple, un groupe de travail mixte agriculture-nutrition a été créé et a travaillé en bonne coordination, mais n'a pas survécu après la fin du processus d'élaboration de la Politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle. La responsabilité de cet arrêt est partagée : parfois l'agriculture n'a pas réussi à participer autant qu'elle aurait pu, et parfois le secteur agricole n'a pas été inclus par les autres secteurs dirigeant le processus de coordination. Même au Pérou, où la coordination des politiques en matière de nutrition est forte, les ministères de la Promotion sociale et de la Santé ont dirigé le processus, avec une participation du secteur agricole qui jusqu'à tout récemment était très faible.

Les difficultés à travailler en intersectorialité et de dépasser les silos sont également illustrées dans les plans nationaux SUN du Kenya et du Burkina Faso. Malgré le rôle clé du mouvement SUN dans la promotion d'une coordination intersectorielle autour de la nutrition et dans la promotion de politiques sensibles à la nutrition, la coordination entre les secteurs reste un défi. Dans la plupart des pays SUN, le point focal national est logé à la Direction de la Nutrition, au sein du ministère de la Santé. C'est notamment le cas au Burkina Faso et au Kenya ; les plans SUN des deux pays sont également principalement inspirés des plans d'action Nutrition du ministère de la Santé national. Au Kenya, par exemple, le plan SUN ne cible que des activités dont le ministère de la Santé publique est responsable. Dans les deux plans, il n'y a aucune trace d'un financement concernant l'agriculture ou la sécurité alimentaire au sein du budget ciblant les interventions sensibles à la nutrition.

Ce manque de coordination pourrait aboutir à une situation où il existerait une multiplication de stratégies et politiques ne partageant pas une vision commune de l'agriculture et de la nutrition. Au Pérou par exemple, il existe un certain chevauchement entre la *Stratégie nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle* (destinée à l'ensemble de la population) et la stratégie *Inclure Para Crecer* (ciblant les plus pauvres et les plus vulnérables). Ce chevauchement de stratégies n'est pas nécessairement un problème, tant qu'il n'y a pas de contradictions ou de divergences dans les approches. Cependant, le risque de contradiction entre les approches des différents secteurs doit toujours être soigneusement pris en considération. Ce risque souligne d'autant plus la nécessité de mécanismes de coordination efficaces.

Les lacunes en termes de coordination au niveau du Gouvernement rendent difficile pour les autres parties prenantes (telles que les institutions internationales ou les bailleurs de fonds) de soutenir une approche intégrée de

19 - IPC – Integrated Phase Classification, un système de surveillance de la sécurité alimentaire et d'alerte précoce.



Bonnes pratiques : la coordination d'une politique intersectorielle autour de la nutrition, afin que chaque secteur puisse contribuer à des objectifs communs

Dans la lutte contre la sous-nutrition, un mécanisme est tout à fait remarquable au Pérou : le MCLCP (qui est un organe consultatif facilitant la communication et la consultation dans la lutte contre la pauvreté). Cet organisme, créé en 2001, est une instance dans laquelle les institutions étatiques collaborent avec la société civile pour adopter des accords et coordonner des activités de lutte contre la pauvreté au niveau de la région, du département, de la province et du district. Ses principales fonctions consistent à suivre la mise en œuvre de différents programmes gouvernementaux, et à porter des messages conjoints de plaidoyer.

En 2006, avec l'appui de l'*Initiative contre la malnutrition infantile* (IDI - une campagne de la société civile), l'organisme a obtenu des principaux candidats

aux élections de districts et de provinces, des engagements de lutte contre la malnutrition infantile dans le cadre de l'agenda national de développement ainsi que des engagements visant à atteindre les objectifs de réduction de la sous-nutrition à l'échelle de la province et du district. Intégrer la nutrition dans un cadre stratégique plus large de réduction de la pauvreté s'est révélé très efficace concernant la mobilisation et l'appui des différents secteurs.

Parmi ses objectifs initiaux, le MCLCP devrait servir de « *mécanisme de coordination entre les secteurs gouvernementaux, et entre ces derniers et la société civile* »²⁰. Le MCLCP pourrait ainsi en théorie jouer un rôle de facilitateur dans la coordination intersectorielle sur les questions de nutrition, en tenant notamment compte du rôle spécifique du secteur agricole, dont l'importance a été reconnue par la *Stratégie nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle* et la stratégie *Inclure Para Crecer*. En termes de coordination, l'un des défis sera également d'assurer la cohérence entre ces stratégies et la prochaine proposition de loi au Congrès sur la sécurité alimentaire.

la nutrition impliquant pleinement l'agriculture et le développement rural. Très souvent, les propres mécanismes de coordination des bailleurs de fonds sont divisés entre le développement rural, la sécurité alimentaire et la nutrition (qui est bien souvent rattachée au secteur de la santé). Cela nuit à la cohérence et aux potentielles synergies gouvernementales, alors qu'il faudrait combler le fossé entre les silos sectoriels. Il convient de noter qu'il y a souvent un fossé, à la fois en termes d'approche et en termes de calendrier, entre le « secteur rural » (généralement économique et orienté sur le long terme) et le secteur de la « sécurité alimentaire » (qui met souvent l'accent sur une réponse à court terme pour faire face aux crises alimentaires dans les zones déficitaires, et reste le plus souvent traité dans le cadre de contextes humanitaires). Cet écart peut provenir de la segmentation des institutions gouvernementales, mais là encore il est souvent renforcé par les acteurs internationaux et les mécanismes de coordination des bailleurs de fonds. Or les acteurs et les bailleurs de fonds internationaux les plus intéressés par la nutrition donnent bien souvent la priorité à des stratégies de sécurité alimentaire plutôt qu'à des approches agricoles de long terme. Par exemple, au Kenya et au Burkina Faso, le groupe de coordination des bailleurs de fonds pour le secteur rural n'a presque jamais abordé le thème de la nutrition dans ses discussions.

Bonnes pratiques : soutien des bailleurs de fonds aux mécanismes de coordination multisectorielle afin de renforcer la cohérence entre les secteurs

Au Burkina Faso, un groupe de partenaires internationaux, composé de bailleurs de fonds et organisations de la société civile, a récemment été mis en place avec un mandat centré sur la sécurité nutritionnelle. Un sous-groupe consacré à « la sécurité alimentaire et nutritionnelle » est particulièrement actif dans le soutien des acteurs agricoles quant à l'intégration de la nutrition dans les programmes et activités.

Ce sous-groupe facilite également les échanges autour de la nutrition entre d'un côté les acteurs du secteur de la santé et de l'autre les acteurs du secteur de la sécurité agricole et alimentaire.

Cette facilitation s'effectue en particulier à travers le Conseil national de coordination nutritionnelle (CNCN).

De véritables progrès de coordination sont nécessaires non seulement au niveau national, mais également au niveau opérationnel (régional et local), afin d'atteindre la mise en œuvre effective d'interventions agricoles sensibles à la nutrition. Au Burkina Faso, on a pu remarquer que la coordination entre les différents secteurs autour de la nutrition est facilitée au niveau local par le petit nombre de parties prenantes et une proximité plus étroite entre les acteurs, travaillant tous sous la supervision des gouverneurs régionaux. Au Kenya, les *Forums techniques nutritionnels* (NTF) existent à la fois au niveau national et au niveau du comté.

Même si tous les pays ne disposent pas de groupes de travail fonctionnels, il a été mentionné que ces groupes avaient tendance à se concentrer sur des discussions nutritionnelles techniques, et n'étaient pas très ouverts à d'autres secteurs, tels que l'agriculture. Au niveau du district, d'autres groupes de pilotage réussissent à réunir tous les partenaires de manière multisectorielle, mais ces groupes mettent surtout l'accent sur le partage d'information. Le processus de décentralisation à venir et la création d'un secrétariat de la Sécurité alimentaire et nutritionnelle sont considérés comme des opportunités pour mettre en place des équipes multisectorielles au niveau local.

L'ABSENCE DE MISE EN ŒUVRE D'INTERVENTIONS SENSIBLES À LA NUTRITION AU SEIN DU SECTEUR AGRICOLE

Les engagements pour améliorer l'impact nutritionnel de l'agriculture sont relativement récents et encore limités. Cependant, ils sont de plus en plus présents dans l'agenda national des trois pays. Au Pérou, la volonté de lier des interventions agricoles avec des résultats nutritionnels est apparue suite à un changement de gouvernement. Cette volonté est donc très récente et reste pour le moment théorique. Des changements institutionnels sont perceptibles depuis peu au Burkina Faso, mais là encore, ils ne se sont pas encore traduits en pratique. Des trois pays, le Kenya est probablement le plus avancé dans cet agenda. Cependant, l'ampleur des interventions sensibles à la nutrition au sein du travail du ministère de l'Agriculture est encore limitée : le niveau d'engagement national ne s'est pas encore concrétisé dans la pratique, et la mise en œuvre effective reste faible. D'intéressants projets pilotes existent toutefois au niveau local, mais ces derniers sont principalement

Bonnes pratiques : renforcer le mandat nutritionnel des ministères de l'Agriculture et accroître le soutien aux programmes sensibles à la nutrition

Au Kenya, la section *Home Economics* (HE) a pour mandat de s'occuper de la nutrition au sein du ministère de l'Agriculture (MOA)²¹. 60 responsables HE et 500 responsables généraux de vulgarisation agricole travaillant pour la section constituent des relais d'information primordiaux pour changer les mentalités sur le terrain, en particulier auprès des jeunes et des femmes (en termes d'habitudes de consommation, d'allocation des ressources, de prises de décisions au sein du ménage, etc.). Ces responsables fournissent principalement des connaissances, des services et des compétences au sein des communautés et des ménages. Il est intéressant de noter qu'à l'université, les futurs responsables doivent suivre des cours de nutrition faisant également partie de la formation des nutritionnistes. Cependant, la section HE reste une petite section au sein du ministère de l'Agriculture, ministère qui fonctionne lui-même en sous-effectifs compte tenu de la situation alimentaire et nutritionnelle du Kenya (seu-

lement trois personnes y travaillent – nombre qui sera bientôt réduit à deux – pour encadrer et coordonner le travail de plus de 500 agents de terrain).

Parmi les principaux obstacles à la prise en compte de la nutrition au sein du ministère de l'Agriculture, figurent le manque de personnel au sein du HE visant à s'assurer que la nutrition soit bien priorisée, et le manque de budget qui ne facilite pas la participation des responsables aux réunions en lien avec la nutrition. Dans les faits, les responsables HE sont censés participer à toutes les réunions liées à la nutrition et mettre en œuvre de nouvelles activités dans le domaine (comme par exemple des démonstrations culinaires dans les projets urbains et périurbains). Afin de renforcer les interventions agricoles sensibles à la nutrition et les liens avec d'autres acteurs nutritionnels, les ressources (humaines et financières) de la section doivent impérativement être revues à la hausse. Même si l'existence du HE montre que le ministère de l'Agriculture et le ministère de la Santé pourraient se compléter mutuellement pour renforcer leurs messages sur la nutrition, la section HE reste une section marginalisée et sous-reconnue au sein du ministère de l'Agriculture.

21 - Les liens établis avec la section HE sont reconnus comme des efforts importants déployés par le secteur de la santé pour intensifier l'éducation nutritionnelle à l'échelle de la communauté (FNSP, 2011).



l'initiative d'acteurs internationaux et ne représentent pas une réalité nationale. Tout d'abord, il faut reconnaître que le manque de pratique s'explique en partie par la complexité et la nature qualitative des approches agricoles sensibles à la nutrition. Par exemple, le Kenya et le Pérou ont adopté des stratégies nationales de sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui fournissent toutes les deux un rôle au secteur agricole, en tant que principal producteur alimentaire²². Cependant, le principal défi réside clairement dans la mise en œuvre. Si des approches agricoles prenant en compte la nutrition existent en théorie au Pérou et au Kenya, il s'est jusqu'à présent avéré difficile de les traduire en pratique, notamment car elles nécessitent un profond changement dans les mentalités des agronomes et des nutritionnistes.

Dans les trois pays étudiés, les politiques agricoles semblent avoir du mal à prendre en compte deux dimensions liées à la nutrition. Tout d'abord, le fait que la nutrition affecte de manière disproportionnée les groupes les plus pauvres. En conséquence, le ciblage grâce à des critères économiques et nutritionnels des groupes les plus vulnérables, doit impérativement être intégré aux politiques agricoles si ces dernières souhaitent maximiser leurs impacts nutritionnels. Selon notre analyse, cette intégration n'est presque jamais faite dans les programmes traditionnels de développement rural et reste limitée aux programmes d'aide de type humanitaire et assistance alimentaire.

Au Burkina Faso, bien que le ministère de l'Agriculture ait reconnu l'*approche de l'économie des ménages* (HEA) comme une méthode d'identification des bénéficiaires des programmes de sécurité alimentaire, et qui s'emploie à l'intégrer dans sa méthodologie de ciblage, celle-ci n'a pas été mentionnée par les équipes en charge de la coordination des politiques agricoles, ni par certains des principaux

bailleurs de fonds du secteur rural, qui mettaient notamment en doute sa pertinence pour leur travail.

Intégrer les populations vulnérables afin de les faire bénéficier d'investissements agricoles reste toujours un défi dans les trois pays. Notre recherche a révélé un écart entre d'un côté des investissements agricoles souvent orientés vers la croissance économique et les exportations commerciales (en mettant notamment l'accent sur les cultures de rente et les marchés extérieurs) et d'un autre côté, des cadres de sécurité alimentaire ciblant les populations vulnérables mais étant majoritairement limités à des interventions et réponses saisonnières. Cette déconnexion entre les objectifs agricoles et ceux de sécurité alimentaire signifie que les familles en vulnérabilité nutritionnelle sont rarement considérées comme les bénéficiaires cibles des programmes de support à la production agricole de moyen terme.

Une seconde dimension que les programmes agricoles ont du mal à prendre en considération est la multiplicité de leurs conséquences sur les femmes : charge de travail, santé, capacité de charge, revenu et statut sont modifiés, comme illustré par les passerelles de l'agriculture à la nutrition. Une analyse spécifique de l'impact sur le genre est nécessaire, de même que l'intégration de mesures d'atténuation (telles que des renforcements de capacités, des activités d'autonomisation, et l'accès à des technologies économisant du temps et du travail, que ce soit dans les champs ou à la maison). La nécessité d'atténuer les conséquences négatives des interventions agricoles sur le travail des femmes n'est jamais mentionnée dans les cadres nationaux de politiques agricoles. Bien que cela puisse ne pas être le niveau d'action le plus pertinent, il est primordial de donner, de manière centrale et raisonnée, un accent prioritaire au rôle des femmes

Bonnes pratiques : renforcer le mandat nutritionnel des ministères de l'Agriculture et augmenter le soutien aux programmes sensibles à la nutrition au Burkina Faso

Au Burkina Faso, l'ancienne « Direction des Normes » a été transformée en 2012 en une « Direction de l'Alimentation et de la Promotion de la qualité nutritionnelle ». Cette direction fait partie de la Direction générale de la Promotion de l'économie rurale et trouve sa place au sein du ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire. Son mandat révisé intègre la pro-

motion de la diversification des régimes alimentaires, l'éducation alimentaire et nutritionnelle, ainsi que la collecte de données sur la consommation alimentaire et la nutrition, dans le cadre de travaux répartis en trois sous-sections. Ce changement institutionnel doit maintenant être mis en avant, notamment avec un plan d'action clair et une augmentation budgétaire permettant à la direction de remplir sa mission. Il est toutefois à noter que le mandat de cette nouvelle direction chevauche le mandat d'autres directions précédemment établies, notamment celui de la Direction de la Nutrition. Ce dernier point soulève des inquiétudes, les différentes Directions devant être soigneusement articulées afin de maximiser leurs synergies.

22 - Au Burkina Faso, l'élaboration en cours d'une Politique nationale de sécurité alimentaire pourrait être l'occasion d'intégrer plus d'aspects nutritionnels au sein d'un document de politique.

dans l'agriculture, et de traduire cette volonté en action. Il convient de noter qu'avec le temps et l'expérience, la mise en œuvre de meilleurs programmes plus sensibles à la nutrition permettra d'améliorer les systèmes de suivi et d'évaluation, et notamment la collecte de données par genre.

L'INSUFFISANT NIVEAU DE FINANCEMENT DE L'AGRICULTURE SENSIBLE À LA NUTRITION

L'agriculture sensible à la nutrition doit être intégrée dans les programmes agricoles en général, notamment à travers différents types d'activités et d'outils. La nature qualitative de l'approche sensible à la nutrition la rend difficile à évaluer en termes de financement. En outre, les engagements des pays sont relativement récents et limités en échelle. Le budget consacré à une telle approche est donc difficile à estimer.

Toutefois, selon les estimations de nos études de cas, les programmes agricoles sensibles à la nutrition manquent dramatiquement de financement. Au Burkina Faso par exemple, même si le document de politique PNSR n'est pas suffisamment désagrégé, les données disponibles montrent que seulement 10 % des sous-programmes et 7 % du budget total peuvent être considérés comme réellement sensibles à la nutrition. Au Kenya, si la nutrition est intégrée dans les projets agricoles, c'est principalement

en tant que faible composant réparti sur une multitude de projets, ce qui rend difficile le suivi d'un budget agricole consacré à la nutrition. En outre, les activités de la section HE, qui peuvent être considérées dans leur ensemble comme sensibles à la nutrition, ne représentent qu'une faible part du budget agricole total.

Le faible niveau de financement à la fois des gouvernements et des bailleurs de fonds démontre que la priorité accordée à l'intégration de la nutrition dans le secteur agricole n'est pas encore suffisamment élevée. La taille et le budget limités des équipes en charge de la nutrition au sein des ministères de l'Agriculture, la faiblesse des plans agricoles gouvernementaux quant à la lutte contre la sous-nutrition, ainsi que le faible nombre de programmes soutenus par les bailleurs de fonds dans ce domaine, constituent un bon indicateur de ce manque de priorisation.

Certains programmes des bailleurs de fonds du secteur rural intègrent bien la nutrition, mais ils représentent l'exception plutôt que la norme.

Sur la base de ce diagnostic, notre message principal concerne les initiatives et les processus visant à élaborer des politiques agricoles plus sensibles à la nutrition : ces derniers doivent impérativement être considérablement renforcés tant au niveau national qu'à l'échelon local. Pour ce faire, la cinquième section présentera quelques recommandations clés pour les acteurs nationaux et internationaux.

Bonnes pratiques : l'innovant mécanisme budgétaire axé sur les résultats (BAR) du Pérou qui tient différents secteurs pour responsables d'objectifs communs

Le mécanisme BAR est une stratégie de gestion publique qui lie l'attribution de ressources à des résultats mesurables. Cela nécessite une définition des résultats à obtenir, un engagement à obtenir de tels résultats en dépit d'autres objectifs secondaires ou des procédures internes, l'élaboration d'une chaîne de responsabilités, une procédure visant à générer des informations à partir des résultats, un ensemble de produits et d'outils de gestion institutionnelle, ainsi que la tenue de comptes²³.

Au Pérou, le mécanisme BAR est mis en œuvre progressivement à travers les programmes budgétaires

du ministère de l'Économie et des Finances. Il existe actuellement 74 programmes BAR. En plus de permettre la transparence et l'efficacité dans l'utilisation des fonds publics, l'existence de ces programmes cartographie les secteurs d'investissements publics prioritaires pour lesquels il existe un financement national pluriannuel accessible aux ministères et aux gouvernements régionaux et locaux. Le mécanisme BAR pourrait ainsi également être utilisé par la société civile comme un outil de suivi des engagements financiers et géographiques gouvernementaux. La plupart des programmes mis en œuvre à travers la Stratégie nationale de nutrition (Creceer) sont financés par ce mécanisme. La possibilité pour ce mécanisme de financer des programmes de sécurité alimentaire et d'agriculture intégrant pleinement la nutrition, et d'inciter ainsi à une collaboration intersectorielle accrue, est actuellement le sujet d'une discussion prometteuse au sein du Gouvernement.

23 - Ministère de l'Économie et des Finances, http://www.mef.gob.pe/index.php?option=com_content&view=article&id=2122&Itemid=101162&lang=es



ACCÉLÉRER LA MISE EN ŒUVRE D'UNE AGRICULTURE SENSIBLE À LA NUTRITION

Nos études de cas-pays ont montré que l'attention croissante accordée à l'agriculture « sensible à la nutrition » aux niveaux international et national ne s'est pas encore traduite en pratique. Cependant, nous souhaitons également mettre en perspective la manière dont les organisations internationales qui pilotent cet agenda au niveau global soutiennent la mise en œuvre d'approches agricoles sensibles à la nutrition sur le terrain et comment elles jouent un rôle de levier pour progresser vers une agriculture qui serait plus redevable en matière de nutrition.

Afin que les politiques agricoles contribuent davantage à une meilleure nutrition, un effort conjoint de tous les acteurs concernés est nécessaire. Si cela doit porter ses fruits à l'avenir, le renforcement de la sensibilité à la nutrition des stratégies de développement agricole doit devenir une priorité claire pour les acteurs majeurs du développement rural et de l'agriculture. Parmi ceux-ci, nous avons analysé le rôle d'un nombre limité d'organisations et d'initiatives emblématiques, parmi lesquelles la Commission européenne, la FAO, le FIDA, la Banque mondiale, le programme *Feed the Future* de l'USAID et l'initiative du G8, la Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition. Ces acteurs sont tous membres du mouvement SUN (mouvement pour le renforcement de

la nutrition), que ce soit à travers le réseau des donateurs ou le réseau du système des Nations Unies du SUN. Le mouvement SUN a joué un rôle clé dans le développement de l'agenda sur l'agriculture sensible à la nutrition. Le cadre des plans-pays budgétés, proposé par le secrétariat du SUN, comprend une composante sécurité alimentaire faisant partie des interventions sensibles à la nutrition (à travers trois axes : disponibilité, accès et supplémentation). Cela peut représenter une incitation pour d'autres pays à intégrer cette dimension dans leur plan. Plusieurs pays SUN ont d'ailleurs dédié une part significative de leurs investissements « sensibles à la nutrition » aux interventions de sécurité alimentaire.

De plus, au cours du récent événement « Nutrition pour la croissance » organisé par le G8 à Londres, plusieurs de ces acteurs ont pris des engagements fermes pour renforcer la lutte contre la malnutrition, y compris par l'agriculture et la sécurité alimentaire. À travers tous les secteurs, les engagements pour des programmes sensibles à la nutrition²⁴ pris lors de l'événement se chiffrent à 19,1 milliards de dollars US, dont 4,2 milliards de financements nouveaux. Ces engagements en faveur de programmes sensibles à la nutrition requièrent un cadre de redevabilité clair et transparent, en particulier en ce qui concerne la mise en place de critères définissant ce qui peut être consi-

24 - Les promesses du pacte « Nutrition pour la croissance » sont basées sur la définition donnée par le Lancet 2013 des interventions et programmes sensibles à la nutrition (« interventions/programmes qui s'attaquent aux causes sous-jacentes du développement et de la nutrition du fœtus et de l'enfant – sécurité alimentaire, pratiques de soins adéquates au niveau individuel, du foyer et de la communauté, l'accès aux services de santé et à un environnement sain et sûr, et qui intègrent des actions et objectifs spécifiques à la nutrition »). La liste des engagements précise que les estimations des montants pourraient être révisées lorsqu'un accord multidonateurs sur la méthodologie du suivi des dépenses sensibles à la nutrition sera atteint.

déré comme sensible à la nutrition ou pas. En effet, il n'est aujourd'hui pas possible de faire le suivi des dépenses agricoles sensibles à la nutrition. Il est donc nécessaire d'atteindre rapidement un consensus sur une méthodologie de suivi des financements sensibles à la nutrition, secteur par secteur. En attendant, les bailleurs de fonds doivent s'expliquer clairement sur le périmètre et les définitions qu'ils utilisent et leur niveau actuel de financement.

Enfin, nombre de ces acteurs vont également participer, d'une manière ou d'une autre, au Groupe global sur l'agriculture et les systèmes alimentaires pour la nutrition, mis en place lors de l'évènement de Londres, qui vise à apporter « *un leadership mondial dans le domaine de la recherche et des politiques pour l'agriculture sensible à*

la nutrition ». Les paragraphes suivants ne doivent pas être perçus simplement comme une critique de ce qui a été fait ou pas fait, mais bien davantage comme un encouragement à faire, à faire mieux et à commencer dès maintenant.

L'organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) est bien connue pour son rôle clé dans les politiques de développement rural et de sécurité alimentaire. Mais moins connu est le fait que le mandat de la FAO donne une attention égale aux questions de nutrition, d'alimentation et d'agriculture parmi les priorités de l'organisation. Cependant, avec l'évolution de l'intérêt économique des pays, l'équilibre entre ces priorités a basculé vers le soutien à la production agricole.

Préambule de la Constitution de la FAO (extrait)

« Les États qui adhèrent au présent acte, résolus à développer le bien-être général par une action particulière et collective, afin :

- **d'élever le niveau de nutrition** et les conditions de vie des populations placées sous leurs juridictions respectives ;
- d'améliorer le rendement de la production et l'efficacité de la répartition de tous les produits alimentaires et agricoles ;
- d'améliorer la condition des populations rurales ;
- et de contribuer ainsi à l'expansion de l'économie mondiale et de libérer l'humanité de la faim ;

constituent par les présentes l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, par

l'intermédiaire de laquelle les membres se tiendront mutuellement informés des mesures prises et des progrès accomplis dans les champs d'activité énoncés ci-dessus ».

L'Article premier de l'Organisation :

1. L'Organisation **réunit, analyse, interprète et diffuse tous les renseignements relatifs à la nutrition**, l'alimentation et l'agriculture.
2. L'Organisation encourage et, au besoin, recommande toute action de caractère national et international intéressant :
 - (a) **la recherche scientifique, technologique, sociale et économique en matière de nutrition**, d'alimentation et d'agriculture ;
 - (b) **l'amélioration de l'enseignement et de l'administration en matière de nutrition**, d'alimentation et d'agriculture, ainsi que la vulgarisation des connaissances théoriques et pratiques relatives à la nutrition et à l'agriculture.

Il est peut-être temps pour la FAO de renouveler ses engagements initiaux et de réinvestir le secteur de la nutrition, dans l'optique de réconcilier agriculture et nutrition, un objectif que la FAO peut parfaitement prendre en charge. C'est particulièrement le cas depuis l'élection de José Graziano da Silva comme directeur général de la FAO en janvier 2012, étant donné son expérience du programme brésilien Fome Zero (Zéro Faim)²⁵.

Dans le cadre du récent évènement « Nutrition pour la croissance », la FAO s'est engagée en particulier à renforcer tant ses activités nutritionnelles directes que ses

approches sensibles à la nutrition dans l'agriculture, la pêche, les forêts et les ressources naturelles et à dédier « des ressources humaines supplémentaires en dehors du siège » afin de mieux répondre aux besoins des pays.

En octobre 2012, la FAO a validé une nouvelle stratégie nutritionnelle, qui va dans le bon sens, mais son application en cours manque d'un plan de mise en œuvre précis ou du budget nécessaire pour permettre à l'organisation de respecter ses engagements. L'organisation a révisé son Cadre stratégique 2010-2019, qui a été approuvé lors de la récente session de la Conférence de la FAO (en juin

25 - José Graziano est un ancien ministre de la Sécurité alimentaire au Brésil, et fut chargé de mettre en place le fameux programme « Fome Zero » qui a permis à 28 millions de Brésiliens de sortir de la pauvreté pendant les huit années de l'administration Lula.



2013). Le processus de révision, bien qu'ayant conduit à retarder la mise en œuvre de la stratégie nutritionnelle, apparaît comme une opportunité pour développer un objectif spécifique lié à la contribution de l'organisation à la sécurité nutritionnelle. Le fait que l'agriculture sensible à la nutrition soit une des deux priorités de la prochaine Conférence internationale sur la nutrition (ICN2, prévue en novembre 2014) est un bon signe. La FAO a également joué un rôle important en facilitant la construction d'un consensus autour des « Recommandations clés pour améliorer la nutrition par l'agriculture », en particulier à travers la Communauté de pratique Ag2Nut (de l'agriculture à la nutrition)²⁶. Toutefois, les équipes en charge de la nutrition au niveau du siège et des bureaux régionaux et nationaux sont très restreintes. Jusqu'à récemment, la FAO ne disposait que d'un responsable senior en charge de la nutrition pour tout le continent africain. Au bureau-pays de la FAO au Burkina Faso, par exemple, un conseiller en nutrition n'a été recruté que fin 2012 et son travail concerne uniquement les propres programmes de la FAO, avec peu de disponibilité pour apporter du soutien et des conseils au niveau des politiques et programmes gouvernementaux.

Dans les trois pays, nous avons trouvé plusieurs programmes de la FAO intégrant des composantes nutritionnelles. Au Kenya, par exemple, la plupart des projets ont une composante nutritionnelle, même si elle n'est pas toujours explicite. Le cadre de programme pays (*Country Programme Framework* - CPF) a déjà intégré divers indicateurs nutritionnels et la FAO participe au programme conjoint des Nations Unies sur la sécurité alimentaire et la nutrition, qui donne la priorité tant à des interventions nutritionnelles spécifiques qu'à des interventions agricoles sensibles à la nutrition, avec une composante importante de renforcement des capacités.

Au Pérou, entre 2010 et 2012, parmi d'autres projets, la FAO a financé le projet *Mi Chacra Emprendedora* (« Ma petite ferme entrepreneuriale »), dont le potentiel nutritionnel va bientôt être renforcé. Au Burkina Faso, un programme intéressant de promotion des produits forestiers non ligneux pour la transformation et commercialisation locale, soutenu par la FAO, a également été mentionné. Cependant, assurer une véritable intégration transversale de la nutrition nécessiterait un engagement global plus fort de la part de l'organisation afin d'être mis en œuvre, suivi et évalué avec succès.

En partenariat avec le **programme PDDAA du NEPAD**²⁷, la FAO a soutenu trois ateliers régionaux sur le continent africain pour réviser les Plans nationaux d'investissement dans l'agriculture (PNIA) de différents pays dans une

perspective nutritionnelle²⁸. Les ateliers ont permis de sensibiliser à la nutrition des décideurs politiques clés du secteur agricole de plusieurs pays, dont le Burkina Faso et le Kenya. Les ateliers ont également facilité le développement de plans d'action pays visant à mieux intégrer la nutrition dans les stratégies agricoles nationales. Même si le processus a été un succès relatif dans un certain nombre de pays, qui ont accordé une plus grande priorité à la nutrition dans le développement agricole, pour d'autres pays ce processus était probablement trop exogène pour réussir à créer suffisamment d'appropriation sur la nutrition et l'agriculture. De plus, la capacité des équipes du PDDAA et de la FAO pour faire le suivi des résultats des ateliers au niveau national était limitée. Certains pays n'ont pas reçu le niveau de soutien qui aurait été nécessaire à l'intégration complète des considérations nutritionnelles dans les plans d'investissement agricole.

La FAO a également le rôle d'appuyer les pays dans la collecte, l'analyse et la diffusion de données relatives à la situation nutritionnelle. Le **programme SPAAA**²⁹ (Suivi des politiques agricoles et alimentaires en Afrique, ou MAFAP en anglais) est hébergé par la FAO et proche du processus PDDAA. Il s'agit d'une initiative conjointe de la FAO et de l'OCDE sur l'Afrique, lancée en 2011 avec un financement initial de la Fondation Gates puis de la Banque mondiale et enfin de l'USAID. Ce programme est actuellement focalisé sur cinq pays, dont le Burkina Faso et le Kenya, et sera ensuite étendu à dix pays (Mali, Burkina Faso, Ghana, Nigeria, Éthiopie, Kenya, Tanzanie, Mozambique, Ouganda et Malawi).

Le programme part du constat d'un manque d'information adéquate au niveau national pour soutenir les décisions politiques d'investissements dans l'agriculture et la sécurité alimentaire et vise donc à produire une série d'indicateurs mesurant les impacts des politiques agricoles nationales. Cette initiative bénéficie d'un système unique de suivi des politiques agricoles et alimentaires qui permet des comparaisons à travers le temps et entre pays. Cependant, malgré le fait que ce système devrait devenir le système de suivi central du programme PDDAA et que le PDDAA a dédié des efforts importants pour intégrer la nutrition dans les Plans nationaux d'investissement agricole, les principales questions auxquelles le système SPAAA cherche à répondre ne prennent en compte ni la nutrition ni des éléments d'agriculture sensibles à la nutrition.

Le **Fonds international de développement agricole (FIDA)** des Nations Unies est une institution financière internationale et une agence spécialisée des Nations Unies. La mission du FIDA est de faire sortir de la pauvreté des

26 - Disponible ici : http://unscn.org/files/Agriculture-Nutrition-CoP/Agriculture-Nutrition_Key_recommendations.pdf. Voir aussi annexe 3.

27 - PDDAA – Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine, initiative lancée par le secrétariat du NEPAD (Nouveau partenariat pour le développement en Afrique) en 2003 pour soutenir les investissements nationaux dans l'agriculture. Actuellement, 28 pays africains font partie du programme.

28 - Plus d'informations sur cette initiative de la PDDAA (*Nutrition Capacity Development Initiative*), ici : <http://www.fao.org/food/fns/workshops/caadp-nutrition/en/>

29 - <http://www.fao.org/mafap/home/en/>

personnes pauvres vivant en milieu rural en soutenant des projets et programmes de développement rural et agricole à travers des dons et des prêts à faible taux d'intérêt. Les investissements du FIDA cible des petits producteurs, hommes et femmes, travailleurs sans terre, pêcheurs artisanaux, populations pastorales nomades, communautés vivant de la forêt et peuples indigènes³⁰, pour les aider à améliorer leurs moyens d'existence, sécurité alimentaire et nutrition, augmenter leurs revenus et renforcer leur résilience, en gérant durablement leurs ressources naturelles et en s'adaptant au changement climatique³¹. Depuis sa création, le FIDA a mis en avant sa mission de cibler et soutenir les ruraux pauvres avec des services et des investissements. Le FIDA vise à « *bénéficier avant tout aux groupes de populations les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition* »³². La nutrition fait partie des préoccupations justifiant la priorité donnée aux petits producteurs : « *Les petites exploitations peuvent adresser de manière très efficace un aspect spécifique du bien-être : la nutrition. La production à petite échelle peut potentiellement avoir un impact positif sur la nutrition en apportant des aliments variés en quantité suffisante pour permettre à tous les membres des ménages de manger un régime alimentaire adéquat du point de vue nutritionnel* »³³.

L'attention du FIDA portée à la nutrition date de l'Accord établissant le FIDA en juin 1976, qui mentionne que « *l'accent doit être placé sur l'amélioration du niveau nutritionnel des populations pauvres dans les pays et de leurs conditions de vie* ». Dans ce contexte, le FIDA a d'abord contribué à la nutrition par son soutien à l'agriculture, en augmentant la production alimentaire et la productivité dans les pays pauvres déficitaires sur le plan alimentaire, et donc en améliorant l'accès à une alimentation nutritive et à des régimes alimentaires de bonne qualité³⁴. Cet objectif nutritionnel était toutefois largement sous-considéré dans les premières années d'activité du FIDA mais a été davantage considéré avec le temps : en avril 1994, le fonds a adopté une stratégie globale pour rapprocher ses projets d'investissement rural de l'amélioration de la nutrition³⁵, un document ambitieux qui reflétait déjà à l'époque certains éléments du débat actuel sur l'agriculture et la nutrition.

Cependant, la prise en compte réelle de la nutrition dans la conception des programmes apparaît relativement faible comparée aux engagements du FIDA. Dans les pays que nous avons étudiés, le fonds met actuellement en œuvre

peu de programmes qui intègrent la nutrition dans leurs activités et le cas échéant la nutrition n'est qu'une composante parmi d'autres. Au Burkina Faso par exemple, sur les cinq programmes en cours, quatre ne semblent pas prendre en compte le statut nutritionnel des bénéficiaires, même si deux d'entre eux³⁶ intègrent des indicateurs nutritionnels parmi leurs indicateurs clés de performance. Le cinquième programme³⁷ peut être considéré comme davantage orienté sur la nutrition car il s'agit d'un prêt conditionné à la réalisation régulière d'une enquête nutritionnelle.

Au Kenya, parmi cinq projets, seuls deux prennent en compte le statut nutritionnel de la population. Le premier « Programme de commercialisation de petits producteurs laitiers » vise à améliorer la nutrition et apporter un revenu additionnel à 24 000 ménages à travers la production laitière³⁸, tandis que le second « Projet de développement communautaire du Sud Nyanza » vise à renforcer les communautés rurales pauvres dans six districts par l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition³⁹. Au Pérou, parmi trois programmes, la nutrition n'apparaît dans aucun des objectifs spécifiques, même si l'un d'entre eux⁴⁰ comprend des critères nutritionnels dans ses indicateurs clés de performance.

Malgré un manque d'attention portée à la nutrition dans le passé, le FIDA fait actuellement des efforts pour renforcer la dimension nutritionnelle de son travail. La malnutrition infantile est désormais un indicateur clé requis par le système de gestion des résultats et impacts pour tous les programmes. Dans le cadre de ses engagements du sommet « Nutrition pour la croissance » organisé par le G8, le FIDA s'est engagé à introduire « *une approche sensible à la nutrition spécifique dans environ 20 % de tous les nouveaux projets financés par le FIDA* » et à intégrer « *des activités, indicateurs et analyses sensibles à la nutrition dans environ 30 % de tous les nouveaux programmes pays d'opportunités stratégiques basés sur les résultats (COSOPs)* ». Le FIDA est d'ailleurs actuellement en train de renforcer son équipe au siège afin de soutenir l'intégration de la nutrition dans les investissements et prêts de développement agricole et rural, et d'apporter une assistance technique à la conception et à la gestion de programmes agricoles sensibles à la nutrition. Ces activités sont soutenues par le Fonds canadien sur l'agriculture et le développement rural sensible à la nutrition, qui vise à aider des

30 - <http://www.ifad.org/governance/faq/index.htm>

31 - Cadre stratégique du FIDA 2011-2015.

32 - Site internet du FIDA : <http://www.ifad.org/hfs/nutrition/index.htm>

33 - *Smallholders, food security, and the environment*. 2013, Production du FIDA et UNED. À consulter sur : http://www.ifad.org/climate/resources/smallholders_report.pdf

34 - Ibid.

35 - FIDA 51^e Session, *Toward a Strategy for improving nutrition through rural investment projects*, avril 1994, <http://www.ifad.org/gbdocs/eb/51/e/EB-94-51-R-35.pdf>

36 - À savoir le « projet de développement rural et management participatif de la gestion des ressources naturelles dans les régions Nord, Centre et Est (Neer-tamba Project) », http://operations.ifad.org/web/ifad/operations/country/project/tags/burkina_faso/1247/project_overview

37 - « Projet d'appui aux filières agricoles (PROFIL) », http://operations.ifad.org/web/ifad/operations/country/project/tags/burkina_faso/1360/project_overview

38 - « Programme de commercialisation des petits exploitants laitiers », http://operations.ifad.org/web/ifad/operations/country/project/tags/kenya/1305/project_overview

39 - « Projet de développement communautaire pour le Sud-Nyanza », http://operations.ifad.org/web/ifad/operations/country/project/tags/kenya/1243/project_overview

40 - « Strengthening Local Development in the Highlands and High Rainforest Areas Project », http://operations.ifad.org/web/ifad/operations/country/project/tags/peru/1498/project_overview



© ACF, Christina Lionnet - Kenya

petits producteurs à améliorer la production d'aliments nutritifs et à promouvoir des innovations en faveur de la nutrition dans l'agriculture, en particulier en Afrique. Lors du sommet « La Nutrition pour la croissance », le **Canada** (premier bailleur de fonds pour la nutrition en 2010) a annoncé neuf initiatives nouvelles (à la fois nutritionnelles et sensibles à la nutrition) pour renforcer la capacité des pays à combattre la sous-nutrition maternelle et infantile.

En dépit d'une voix forte au niveau international tant sur la nutrition que sur l'agriculture, la **Banque mondiale** est un relativement petit acteur dans le domaine de l'agriculture sensible à la nutrition. La Banque est un acteur majeur des secteurs de l'agriculture et de la nutrition, en apportant des fonds (dons et prêts) et de l'assistance technique. Cependant, une publication de la Banque mondiale a récemment reconnu que « *malgré un intérêt croissant (...), il existe actuellement très peu de projets agricoles ou de développement rural soutenus par la Banque mondiale qui intègrent explicitement des objectifs ou cibles pour l'amélioration des résultats nutritionnels* » (Banque mondiale, 2013). Les raisons avancées pour expliquer cela sont : les preuves limitées existantes, la faible demande des pays ainsi que des enjeux de redevabilité et des difficultés internes de collaboration intersectorielle. En effet, les liens entre l'agriculture et la nutrition ne sont pas simples à établir d'un point de vue institutionnel et

opérationnel, y compris lorsque le même bailleur appuie les deux secteurs dans le même pays. Au Burkina Faso, par exemple, un chargé de programme agriculture de la Banque mondiale reconnaît les difficultés à maintenir un dialogue entre les deux secteurs, y compris en interne. Il reconnaît également que les liens entre la nutrition et l'agriculture devraient être renforcés dans son propre portefeuille de programmes. En effet, alors qu'elle gère plusieurs programmes du secteur rural avec des résultats nutritionnels potentiels au Burkina Faso, la Banque n'a pas intégré des indicateurs nutritionnels lors de la conception des programmes et n'est donc pas capable de suivre l'impact nutritionnel des programmes.

La priorité des cinq programmes de la Banque mondiale actuellement en cours au Burkina Faso reste la génération de revenus et la disponibilité alimentaire (qui peut contribuer aux besoins énergétiques mais n'est pas suffisante pour répondre aux besoins nutritionnels), même dans le cas d'un programme focalisé sur les petits producteurs. De la même manière, le bureau de la Banque mondiale à Ouagadougou ne semble pas avoir pris part aux efforts visant à assurer une meilleure intégration de considérations nutritionnelles dans le document national cadre de politique du secteur rural⁴¹. Toutefois, l'intégration d'indicateurs nutritionnels dans le système de suivi des programmes de développement rural apparaît avoir

41 - « Programme national du secteur rural » (PNSR).

fait l'objet d'un récent groupe de travail régional interne d'experts agricoles de la Banque mondiale, dans le cadre d'un programme régional ouest-africain. Les cadres participants avaient préalablement été formés sur les impacts nutritionnels des programmes agricoles. De plus, lors de l'évènement du G8 sur « La nutrition pour la croissance », la Banque mondiale s'est engagée à : (i) revoir tous ses nouveaux programmes agricoles pour améliorer leurs résultats nutritionnels en augmentant les activités sensibles à la nutrition ; (ii) ajouter la malnutrition chronique (« *un des meilleurs prédicteurs des progrès de développement* ») comme indicateur dans le tableau de bord interne global de l'institution.

La **Plateforme mondiale des bailleurs de fonds pour le développement rural**⁴² (*Global Donor Platform for Rural Development*) est un réseau de 34 bailleurs de fonds, organisations internationales et agences de développement créé en 2003 pour « *augmenter et améliorer la qualité de l'aide au développement dans le secteur de l'agriculture, du développement rural et de la sécurité alimentaire* » et pour promouvoir une approche internationale coordonnée dans ce secteur. La plupart des principaux bailleurs de fonds du développement rural, comme la Commission européenne, la Banque mondiale, l'USAID, le FIDA et la France en sont membres. La plateforme n'agit pas directement via le financement de programmes ou l'appui aux politiques mais coordonne neuf groupes de travail thématiques parmi lesquels un s'intéresse précisément à l'agriculture, l'alimentation et la nutrition. Le travail de la plateforme sur la nutrition et le développement agricole est actuellement piloté par la Banque mondiale, le DFID britannique et l'agence de coopération irlandaise Irish Aid⁴³. Actuellement, ce groupe de travail développe un document de politique sur les liens entre la nutrition, le genre et l'agriculture dans la perspective de la Conférence internationale sur la nutrition (ICN2) et travaille pour proposer à ses membres une liste d'indicateurs permettant de mesurer l'impact nutritionnel de programmes agricoles⁴⁴. Cette plateforme semble représenter une opportunité intéressante pour partager et promouvoir des bonnes pratiques sur l'agriculture sensible à la nutrition entre les bailleurs traditionnels du secteur rural.

« Feed the Future » (Nourrir le futur) est la stratégie internationale de sécurité alimentaire de l'**USAID, l'agence pour le développement international des États-Unis**. Cette initiative vise notamment à améliorer l'intégration de la nutrition dans les interventions agricoles de l'USAID. Avec une attention spécifique sur les petits producteurs, en par-

ticulier les femmes, « Feed the Future » appuie 19 pays à développer leurs secteurs agricoles afin de stimuler une croissance économique qui permet d'augmenter les revenus et de réduire la faim, la pauvreté et la sous-nutrition.

L'initiative s'intéresse principalement à :

- l'amélioration de la nutrition pendant la période cruciale de la fenêtre d'opportunité des « 1 000 jours », de la naissance à l'âge de deux ans ;
- le suivi de nouveaux indicateurs qui mesurent l'impact nutritionnel des programmes ;
- l'équilibre entre la prévention et le traitement (afin de faire valoir avant tout les approches les plus efficaces pour prévenir la sous-nutrition) ;
- la maximisation des synergies nutritionnelles entre les programmes de santé, d'agriculture et de protection sociale.

SPRING⁴⁵, un projet nutritionnel international financé par USAID, a récemment réalisé une évaluation générale de l'intégration des questions nutritionnelles dans la programmation de « Feed the Future ». Le rapport, qui décrit la programmation actuelle de « Feed the Future » et souligne les opportunités pour améliorer l'impact nutritionnel, a été présenté aux équipes-pays de « Feed the Future » lors de quatre ateliers.

Au Kenya également, une évaluation rapide des projets financés par « Feed the Future » dans le pays, centrée sur la filière, a été conduite sous le prisme nutritionnel (*Henson et al., 2012*). D'après cette évaluation⁴⁶, l'absence d'impact nutritionnel a pour causes principales : le non-ciblage des groupes nutritionnellement vulnérables⁴⁷, l'absence de « baseline » nutritionnelle et/ou des indicateurs nutritionnels adéquats de suivi et évaluation, et la portée relativement restreinte des initiatives nutritionnelles (jardins maraîchers individuels et communautaires, éducation nutritionnelle à travers des champs-écoles paysans, etc.) qui n'étaient pas nécessairement intégrées de manière transversale dans les autres aspects des programmes. L'évaluation note également que lier l'agriculture et la nutrition est particulièrement difficile parce qu'il s'agit de rapprocher deux domaines techniques distincts qui sont institutionnellement séparés au sein d'USAID, un commentaire qui s'applique également à nombre d'autres bailleurs de fonds.

Cela dit, l'USAID fait des efforts pour avancer sur la thématique de l'agriculture sensible à la nutrition. Parmi ses engagements du sommet « Nutrition pour la croissance »,

42 - <http://www.donorplatform.org>

43 - Plan d'action de la Plateforme mondiale des bailleurs de fonds pour le développement rural, 2013 (version 30 avril 2013).

44 - Compte rendu de la conférence the « Agriculture, food and nutrition », 25 juin 2013.

45 - SPRING : Renforcement global des partenariats, recherche et innovation pour la nutrition (*Strengthening Partnerships, Research and Innovation in Nutrition Globally*), www.spring-nutrition.org

46 - Henson S., Humphrey J., McClafferty B., Waweru A., 2012, « Évaluer l'intégration de l'agriculture et de la nutrition dans les programmes cible : résultat de l'évaluation au Kenya », IDS et GAIN.

47 - L'évaluation nutritionnelle de KHCP faite par Fintrac recommande de cibler les enfants de moins de cinq ans et les femmes en âge de procréer (*Henson et al., 2012*).



le Gouvernement américain a déclaré travailler à renforcer les liens entre ses investissements dans la nutrition et l'agriculture et s'est engagé à dépenser 8,9 milliards de dollars US pour des activités sensibles à la nutrition entre 2012 et 2014⁴⁸. Cela comprend l'appui au Panel mondial sur les systèmes agricoles et alimentaires pour la nutrition et au Programme mondial d'agriculture et de sécurité alimentaire (GAFSP ou *Global Agriculture and Food Security Program*)⁴⁹, qui finance des programmes pilotés par les pays. « Plus de la moitié » des programmes, d'après le document issu du sommet, « vise à réduire explicitement la sous-nutrition » (bien que la nutrition ne soit qu'un type de programme parmi les quinze que le GAFSP peut financer d'après son Document-Cadre⁵⁰). En juin 2013, USAID a également publié un « Manuel et boîte à outils sur l'agriculture et la nutrition » qui présente des orientations intéressantes pour l'intégration transversale de la nutrition dans les programmes agricoles.

En 2009, la **Commission européenne** a créé le Service de conseil sur la nutrition (*Nutrition Advisory Service*, ou NAS). Ce service vise à promouvoir une approche commune de la nutrition des différentes délégations et directions de l'Union européenne, en s'appuyant sur les forts liens existants entre résultats nutritionnels, sécurité alimentaire, santé, éducation et protection sociale, afin de proposer des réponses complètes et complémentaires⁵¹.

En 2011, la Commission européenne a publié un document de référence : *La lutte contre la sous-nutrition dans l'assistance extérieure. Une approche intégrée par secteurs et modalités de l'aide*, qui est très pertinent dans le cadre de l'agenda sur l'agriculture sensible à la nutrition. Le document suggère des moyens de transformer les programmes d'aide de différents secteurs afin de renforcer leurs contributions à la réduction et à la prévention de la sous-nutrition⁵². Plus récemment, en 2013, l'UE a validé une communication sur « L'amélioration de la nutrition maternelle et infantile dans l'assistance extérieure » qui vise à « améliorer la nutrition des mères et des enfants dans le but de réduire la mortalité et les maladies ainsi que les obstacles à la croissance et au développement causés par la sous-nutrition »⁵³.

Une des trois priorités stratégiques de cette communication de l'UE concerne « l'augmentation des actions sensibles à la nutrition dans les contextes humanitaires et de développement »⁵⁴. Cette communication complète la politique existante de l'UE dans le domaine de la sécurité alimentaire (en particulier la politique résilience de 2012 et le cadre politique de 2010 sur la sécurité alimentaire) en renforçant sa composante nutritionnelle. La Communication sur la nutrition est le principal outil politique pour mettre en œuvre l'engagement de l'UE d'aider les pays partenaires à réduire la malnutrition chronique parmi les enfants de moins de cinq ans d'au moins 10 % (7 millions d'enfants) à l'horizon 2025. Au récent sommet « Nutrition pour la croissance » à Londres, l'UE s'est engagée à dépenser 3,1 milliards d'euros pour des programmes sensibles à la nutrition (comprenant l'agriculture mais également l'éducation, l'eau et la protection sociale) au cours des sept prochaines années⁵⁵.

Le potentiel pour intégrer la nutrition de manière transversale dans les programmes agricoles de la Commission européenne est important : dans le cadre du 11^e FED (Fonds européen de développement), l'agriculture et la sécurité alimentaire sont des secteurs de concentration pour respectivement 27 et 15 pays, sur un total de 40 pays (à la date de mars 2013).

Au Kenya et au Burkina Faso, nos études de cas ont trouvé des programmes sensibles à la nutrition intéressants de la CE. Au Kenya, un projet agricole sensible à la nutrition financé par ECHO vise à renforcer les marchés et maintenir les moyens d'existence basés sur l'élevage des communautés, dans des zones où les marchés sont souvent désorganisés par l'aide alimentaire, les sécheresses et les inondations⁵⁶. Au Burkina Faso, deux programmes de renforcement de la résilience en cours de préparation semblent représenter des opportunités pour intégrer la nutrition : PSAN-BF (Programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle) et ProResi (Programme Résilience)⁵⁷. Toutefois, l'intégration de préoccupations liées à la nutrition dans quelques initiatives récentes de l'UE dans le domaine de l'agriculture a été relativement faible. Même si la nutrition n'était pas un objectif central de la « Facilité

48 - Sommet Nutrition for Growth : Liste des engagements, page 35.

49 - Un fonds agricole multidonateurs établi à la suite de la crise des prix alimentaires de 2008 et géré par la Banque mondiale.

50 - <http://www.gafspfund.org/content/frequently-asked-questions>

51 - Le service Conseil en nutrition mis en place par EuropAid en 2009. Voir : <http://capacity4dev.ec.europa.eu/hunger-foodsecurity-nutrition/terms-19721/tags/nutrition-advisory-service>, consulté le 25 juillet 2013.

52 - Commission européenne, *La lutte contre la sous-nutrition dans l'aide extérieure. Une approche intégrée par secteur et modalités de l'aide, outils et méthodes*, Document de référence n° 13, septembre 2011. À télécharger ici : http://ec.europa.eu/europeaid/infopoint/publications/europeaid/252a_en.htm

53 - Communiqué de presse : « L'UE se dote d'une nouvelle stratégie pour améliorer la nutrition dans le monde et sauver des millions de vies », mars 2013. http://europa.eu/rapid/press-release_IP-13-221_en.htm#PR_metaPressRelease_bottom

54 - Communication from the commission to the European parliament and the council; Enhancing Maternal and Child Nutrition in External Assistance: an EU Policy; March 2013. http://ec.europa.eu/europeaid/documents/enhancing_maternal-child_nutrition_in_external_assistance_en.pdf

55 - European Commission Press release, *Making malnutrition history - EU announces €3.5 billion for nutrition*, juin 2013. http://europa.eu/rapid/press-release_IP-13-516_en.htm

56 - Arlène Alpha, CIRAD, *Analysis of the implementation of nutrition-sensitive agricultural and food security policies in Kenya*, juillet 2013.

<http://www.actioncontrelafaim.org/en/content/seeds-of-good-nutrition>

57 - Étienne du Vachat, *Réconcilier l'agriculture et la nutrition : étude de cas sur les politiques agricoles et la nutrition au Burkina Faso*, juillet 2013.

<http://www.actioncontrelafaim.org/en/content/seeds-of-good-nutrition>

alimentaire » d'un milliard d'euros (2009-2011)⁵⁸, son troisième objectif⁵⁹ faisait référence à la nutrition et intégrait des interventions relatives à la nutrition comme « *des mesures de mise en place de filets de sécurité pour maintenir ou augmenter la capacité de production agricole et aider les populations les plus vulnérables, y compris les enfants, à répondre à leurs besoins alimentaires de base* ». Cependant, l'évaluation finale de la Facilité alimentaire indique que la nutrition a été sous-représentée parmi les interventions. L'attention a davantage porté sur l'accès et la production alimentaires, même si un tiers des projets intégraient des activités nutritionnelles. De plus, les interventions financées en matière de filets de sécurité et de nutrition sont en général arrivées un an après le pic des prix alimentaires mondiaux. En conséquence, tandis que la Commission européenne dispose actuellement d'un fort potentiel et des outils adéquats pour améliorer son soutien à l'agriculture sensible à la nutrition, ces engagements doivent encore être confirmés et développés.

La **Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition** a été lancée au Sommet du G8 à Camp David en mai 2012. Elle vise à faire sortir 50 millions de personnes de la pauvreté au cours des dix prochaines années en encourageant des entreprises multinationales à investir massivement dans le secteur agricole de six pays pilotes en Afrique subsaharienne. Cependant, cette initiative est très largement focalisée sur la production intensive de cultures de rente pour les marchés d'exportation. Alors que la nutrition est dans son titre même, la Nouvelle Alliance n'a pas jusqu'ici réussi à prendre en compte les questions nutritionnelles, avec seulement 7 % de ses investissements comprenant actuellement une composante nutritionnelle⁶⁰. Le Burkina Faso est l'un des six pays pilotes initiaux de la Nouvelle Alliance. Le « cadre de coopération » pays ne contient pas de cibles spécifiques dédiées à la nutrition. Quasiment aucune des activités planifiées n'est liée à la nutrition, à part l'adoption d'une Politique nationale de sécurité alimentaire (PNSA) « en cohérence avec la Politique nationale nutritionnelle (PNN) » et quelques

activités limitées de jardins maraîchers. Le choix des filières prioritaires n'a pas été fait sur la base de critères nutritionnels. Par exemple, aucun investissement n'est prévu dans les filières du lait, des fruits et légumes ou de la pêche. Des dix entreprises nationales impliquées, seule une (une entreprise de produits alimentaires, SOPEDAL) prévoit un investissement en lien avec la nutrition. SOPEDAL prévoit d'investir dans la production à la fois d'aliments et de suppléments nutritionnels (basés sur des produits agricoles, de l'élevage et de la forêt) mais l'entreprise n'a pas débuté son investissement par manque de fonds. Malgré cela, il est important de souligner qu'un processus est en cours au niveau du ministère de l'Agriculture pour améliorer la méthodologie d'identification et d'enregistrement des petits producteurs vulnérables. Cette nouvelle méthodologie devrait permettre aux ménages vulnérables de bénéficier de soutiens pour leur production agricole et de filets sociaux de sécurité.

Si cette alliance cherche véritablement à améliorer la situation nutritionnelle des plus pauvres, sa dimension nutritionnelle doit être fortement renforcée. Par exemple, les gouvernements, les bailleurs de fonds et les entreprises du secteur privé doivent accorder une attention bien plus importante sur les approches agricoles sensibles à la nutrition. Des ressources sont également nécessaires pour assurer un suivi rapproché de l'impact nutritionnel des investissements privés réalisés dans le cadre de la Nouvelle Alliance, pour assurer l'atténuation de possibles impacts négatifs. Les propositions de la Présidence britannique du G8 en 2013 visent à améliorer la dimension nutritionnelle en soutenant les liens avec le mouvement SUN et en renforçant « *les engagements des politiques publiques afin d'augmenter les impacts nutritionnels des investissements existants ou à venir du secteur privé* ».

Ces engagements vont dans la bonne direction mais ne seront pas suffisants sans une augmentation des fonds dédiés et une attention toute particulière portée au suivi rapproché des investissements privés⁶¹.

58 - La EUFF (Facilité alimentaire de l'UE) a été mise en place en 2009 pour permettre à l'UE de répondre aux conséquences de l'augmentation des prix des denrées alimentaires dans les pays en développement. 59 - « Activités de soutien pour réagir rapidement et directement dans le but d'atténuer les effets négatifs de la volatilité des prix alimentaires sur les populations locales, en lien avec les objectifs de sécurité alimentaire mondiale, y compris les normes de l'ONU pour les besoins nutritionnels ».

60 - Selon les estimations de l'ONG ONE, seulement 7 % des investissements intégrant une composante nutritionnelle directe : <http://www.one.org/us/policy/new-alliance-for-food-security-and-nutrition-part-2/>

61 - Voir le document de positionnement d'ACF-France sur la Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition, écrit en partenariat avec le CCFD-Terre solidaire, Oxfam-France, Gret, Peuples solidaires, Réseau Foi et Justice : *Le G8 et sa Nouvelle Alliance : une menace pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique ?*



RECOMMANDATIONS

Que ce soit au niveau national ou international, et en dépit de remarquables progrès, l'agenda de l'agriculture sensible à la nutrition reste toujours inachevé. Il existe un décalage entre ce qui est dit aux niveaux national et international et les interventions effectives sur le terrain. Au niveau du terrain, le débat tarde à se concrétiser, et des actions doivent être engagées pour transformer les concepts théoriques en réalité. Le nécessaire changement de paradigme du secteur agricole prend du temps, et de nombreux acteurs clés, en particulier les plus actifs dans le débat international, devraient renforcer et accélérer leur soutien aux différents aspects de l'agriculture prenant en compte la nutrition.

Un consensus existe sur le fait qu'un soutien politique renforcé à tous les niveaux est nécessaire pour transformer l'agriculture sensible à la nutrition en réalité pratique (Wiggins, 2013; Pinststrup-Andersen, 2013). Il y a une responsabilité collective de la communauté nutritionnelle et de la communauté agricole à travailler ensemble et à soutenir et renforcer la dynamique en cours. Plus que tout, un leadership plus prononcé est impératif pour mettre en pratique les changements nécessaires à l'accroissement de l'impact nutritionnel de l'agriculture.

Soutenir l'agriculture sensible à la nutrition est tant une question de volonté politique, que de considérations financières. Cependant, même si les coûts théoriques nécessaires pour rendre l'agriculture plus sensible à la nutrition sont minimales par rapport aux énormes montants investis chaque année dans l'agriculture et le secteur rural, les changements attendus ne s'effectueront pas du

jour au lendemain. Par conséquent, en attendant que ces changements prennent forme, davantage de fonds sont nécessaires pour provoquer un impact significatif sur la nutrition. Ces fonds doivent s'orienter vers le soutien des programmes et des interventions sensibles à la nutrition (selon la définition du Lancet) mais aussi vers le développement pertinent de recherches, de principes d'évaluation, de renforcement des capacités et de suivi des systèmes d'information.

Identifier les bonnes mesures incitatives pour responsabiliser le secteur agricole quant à son rôle nutritionnel, fait partie des plus grands défis à venir. Le développement d'un plaidoyer, et d'une sensibilisation de long terme visant le secteur agricole et les groupes de développement rural est donc une nécessité. Au sein du secteur agricole, des points focaux favorables à la nutrition doivent être identifiés. Il en va de même pour les canaux de diffusion du plaidoyer à utiliser : une réflexion doit être menée dans ce sens. À ce sujet, une attention particulière pourrait être portée sur les forums politiques internationaux ayant fait du secteur agricole leur priorité, tel le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) et la *Global Donor Platform for Rural Development*. Le développement de ce plaidoyer doit toutefois également cibler la sensibilisation d'un groupe d'acteurs bien plus large (allant de la base des organisations paysannes aux ministères de l'Agriculture).

Quels seront les principaux moteurs de changement ? Le texte qui suit présente quelques recommandations sur les actions à mener pour accélérer la mise en œuvre de politiques agricoles sensibles à la nutrition⁶².

62 - Ces recommandations s'inspirent principalement des résultats des trois études de cas de pays ainsi que de notre analyse sur l'évolution du débat à l'échelle mondiale. Par conséquent, elles ne représentent pas nécessairement les différentes situations des différents pays et auraient besoin d'être adaptées pour répondre aux spécificités des contextes nationaux.

RECOMMANDATIONS AUX ACTEURS NATIONAUX, ET EN PARTICULIER AUX MINISTÈRES DE L'AGRICULTURE

Les acteurs nationaux, les ministères de l'Agriculture plus particulièrement, devraient renforcer leurs engagements et la mise en œuvre d'une agriculture sensible à la nutrition. Pour ce faire, ces acteurs devraient :

- 1. Rendre le rôle de l'agriculture au sein de la nutrition plus explicite et prioriser le rôle nutritionnel de l'agriculture.** Cela nécessite l'élaboration d'une vision sur la manière dont les politiques agricoles vont contribuer à l'amélioration de la nutrition dans le contexte du pays, mais implique également de faire de la nutrition une priorité dans les politiques et les stratégies agricoles. Pour ce faire, les ministères de l'Agriculture devraient travailler conjointement avec d'autres ministères, notamment les ministères de la Santé et du Développement social. Les organisations de la société civile devraient également être impliquées dans ce processus.
- 2. Établir de meilleurs systèmes d'information permettant des analyses intersectorielles entre l'agriculture et la nutrition ainsi qu'un suivi nutritionnel des programmes.** Ces systèmes d'information devraient notamment comporter des plans de suivi et d'atténuation pour les potentielles conséquences nutritionnelles négatives que peuvent entraîner les programmes agricoles à grande échelle.
- 3. Renforcer en qualité et en quantité les mises en œuvre de programmes.** Ce renforcement comprend :
 - a. la mise en place d'outils de ciblage garantissant que les populations les plus vulnérables bénéficieront des investissements agricoles ;
 - b. l'amélioration du rôle des femmes dans l'agriculture (en particulier grâce à un accès accru aux terres,

aux intrants et aux revenus) en gardant l'assurance que les gains en nutrition sont maximisés à la fois pour les mères et pour les enfants (notamment grâce à l'introduction de technologies économisant du temps de travail, grâce à la création de pépinières de garde d'enfants quand cela est nécessaire, et grâce à une sensibilisation accrue).

- 4. Développer des formations spécifiques « de l'agriculture à la nutrition » tant pour le personnel de terrain que pour ceux travaillant dans les ministères :** la faible qualité et disponibilité des formations nutritionnelles proposées aux personnels agricoles a été identifiée comme l'un des principaux obstacles au support de l'agriculture sensible à la nutrition dans les trois pays étudiés. Les formations devraient plus particulièrement cibler les agents de vulgarisation agricole, ces derniers effectuant un travail primordial de sensibilisation auprès des agriculteurs et des communautés.
- 5. Améliorer la coordination entre l'agriculture et les autres secteurs autour du thème de la nutrition.** La participation du secteur agricole dans les mécanismes de coordination multisectoriels existants doit être renforcée. Il s'agit d'une responsabilité collective des ministères de l'Agriculture, de la Santé et du Développement social.
- 6. Augmenter de manière considérable le financement disponible pour les approches sensibles à la nutrition au sein de l'agriculture.** Les ministères doivent sécuriser des lignes budgétaires spécifiques à la nutrition au sein du budget agricole. Ce budget doit être facile à suivre et transparent. Cet investissement financier se doit également d'être durable et continu. Pour ce faire, les ministères des Finances et les ministères de l'Agriculture pourraient travailler de concert.

Tout cela ne sera pas cependant possible sans un renforcement de la volonté politique visant à rendre l'agriculture plus sensible à la nutrition. Au niveau des pays, la communauté nutritionnelle (comprenant notamment les acteurs gouvernementaux, les membres de la société civile, la recherche, le secteur privé et les bailleurs de fonds) a un rôle primordial à jouer à la fois dans le dialogue avec le secteur agricole et dans le soutien qu'elle peut lui fournir pour une meilleure intégration de la nutrition.



RECOMMANDATIONS AUX ACTEURS AGRICOLES INTERNATIONAUX

Comme indiqué dans la partie 4, les progrès réalisés par les organisations internationales et les bailleurs de fonds sont mitigés concernant le bon développement d'une agriculture sensible à la nutrition. Le verre est actuellement à moitié plein (en termes d'engagements) et à moitié vide (en termes de prestation). Par conséquent, les principaux bailleurs de fonds du secteur rural (et particulièrement ceux membres du réseau de bailleurs de fonds du SUN et du système des Nations Unies), qu'ils soient bilatéraux ou multilatéraux, doivent :

1. Donner la priorité à la nutrition au sein des programmes agricoles et des forums internationaux afin de rendre l'agriculture plus responsable vis à vis de la nutrition :

- Il est nécessaire de renforcer et de partager les consensus agricoles et nutritionnels à la fois au niveau mondial et à l'échelle nationale, et ce afin d'élargir le consensus nutritionnel existant au sein du secteur agricole.
- Le récent *Global Panel on Agriculture and Food System for Nutrition*, dont le mandat est «d'alimenter la recherche mondiale et de fournir un leadership politique concernant l'agriculture sensible à la nutrition», doit en être le support, s'il associe la société civile et des représentants nationaux à ses travaux.
- Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), au titre qu'il constitue le plus inclusif des forums politiques internationaux centrés sur l'agriculture, la sécurité alimentaire, et la réduction de la faim, doit davantage se concentrer sur la question nutritionnelle au sein des programmes et des politiques agricoles.
- Un futur rapport du Groupe d'experts de haut niveau (HLPE) sur les problèmes rencontrés par les secteurs de l'agriculture et de la sécurité alimentaire concernant leur impact nutritionnel, serait un signal clair, et une bonne opportunité de changement.
- La prochaine Conférence internationale sur la nutrition (ICN2) peut également représenter une bonne occasion de mobiliser les décideurs agricoles nationaux autour de l'avancement de cette question au niveau des pays.

2. Consacrer un soutien accru aux initiatives agricoles nationales qui prennent en compte la nutrition, notamment à travers :

- a. des programmations et des budgets de financements qui intègrent les concepts de nutrition au sein du secteur agricole et rural ;
- b. une assistance technique et un rôle de conseil auprès des gouvernements. Cette recommandation cible particulièrement les agences des Nations Unies telles que la FAO et le PAM ;
- c. un dialogue politique avec les décideurs de haut niveau. Cette recommandation cible particulièrement les bailleurs de fonds bilatéraux, et notamment les États membres de l'UE ainsi que les autres membres du réseau de bailleurs de fonds du SUN ;
- d. une coordination renforcée des bailleurs de fonds autour de l'agriculture sensible à la nutrition, ce afin d'accroître la base de connaissances communes, la cohérence, l'échelle et les synergies entre les bailleurs de fonds ;
- e. des programmes de recherche nutritionnelle centrés sur les pays, comprenant notamment des études d'impact.

Les membres du réseau de bailleurs de fonds du SUN devraient utiliser ces cinq derniers canaux pour accroître leur soutien aux stratégies et programmes agricoles de long terme prenant en compte la nutrition. Cela permettrait d'accélérer la mise en pratique des engagements du SUN visant à transformer les politiques sensibles à la nutrition en une réalité de terrain.

3. Respecter leurs engagements sur l'agriculture sensible à la nutrition.

Trente-neuf pays et organisations régionales (et notamment les pays membres du G8), se sont récemment engagés lors de l'évènement du G8 *Nutrition For Growth* (tenu à Londres en 2013) à faire plus, et à faire mieux vis-à-vis de la nutrition, y compris par le biais de l'agriculture. Ces pays doivent respecter ces engagements, et être à la fois responsables et transparents quant à leurs futurs progrès et réalisations.

Un cadre de responsabilisation permettant le suivi de ces progrès (sur la base des engagements initiaux), est actuellement en cours d'élaboration. Il devrait mettre en place des critères clairs sur ce qui peut être ou non considéré comme sensible à la nutrition.

Bibliographie

ÉTUDES DE CAS PAR PAYS

- **ALPHA Arlène**, 2013, *Reconciling agriculture and nutrition, Case study on agricultural policies and nutrition in Kenya*.
- **DU VACHAT Étienne**, 2013, *Réconcilier l'agriculture et la nutrition, Étude de cas sur les politiques agricoles et la nutrition au Burkina Faso*.
- **LEVARD Laurent**, 2013, *Reconciling agriculture and nutrition, Case study on agricultural policies and nutrition in Peru*.

Ces études sont disponibles en ligne : <http://www.actioncontrelafaim.org/en/content/seeds-of-good-nutrition> (anglais) et <http://www.actioncontrelafaim.org/fr/content/graines-bonne-nutrition> (français).

AUTRES DOCUMENTS

- **BANQUE MONDIALE**, 2013, *Improving Nutrition Through Multisectoral Approaches*.
- **CE (Commission européenne)**, 2011, *Addressing undernutrition in external assistance; an integrated approach through sectors and aid modalities*, http://capacity4dev.ec.europa.eu/sites/default/files/documents/topic/reference_document_undernutrition.pdf
- **DFID**, 2012, *Current and planned research on agriculture for improved nutrition: a mapping and a gap analysis*, Leverhulme Centre for Integrative Research on Agriculture and Health (LCIRAH).
- **GARRETT J. et NATALICCHIO M.**, 2011, *Working Multisectorally in Nutrition, Principles, Practices, and Case Studies*, IFPRI, Washington.
- **GILLESPIE S., HARRIS J. et KADIYALA S.**, 2012, *The Agriculture-Nutrition Disconnect in India, What Do We Know?* Document de discussion de l'IFPRI.
- **IDS, TE LINTELO D., HADDAD L., LAKSHMAN R. et GATELLIER K.**, 2013, *Indice d'engagement dans la lutte contre la faim et la nutrition (HANJI, 2012), Measuring the Political Commitment to Reduce Hunger and Undernutrition in Developing Countries*.
- **LIDAN Du**, 2013, Présentation d'une analyse de situation par l'AgN-GLEE, Illustrative Intermediate Indicators along IFPRI Agriculture-Nutrition Pathways. <http://www.spring-nutrition.org/sites/default/files/1.6%20Findings%20of%20the%20AgN-GLEE%20Landscape%20Analysis.pdf>
- **PINSTRUP-ANDERSEN P.**, commentaire du Lancet 2013, *Nutrition-sensitive food systems: from rhetoric to action*.
- **RUEL M., ALDERMAN H. et le Groupe d'étude sur la nutrition maternelle et infantile**, 2013, *Nutrition-sensitive interventions and programmes: how can they help to accelerate progress in improving maternal and child nutrition?* Lancet 2013, [http://dx.doi.org/10.1016/S0140-6736\(13\)60843-0](http://dx.doi.org/10.1016/S0140-6736(13)60843-0).
- **WIGGINS S., KEATS S.**, 2013, *Smallholder agriculture's contribution to better nutrition*, rapport de l'ODI.



BIBLIOGRAPHIE DE LA GRILLE D'ANALYSE ACF

- **ACF international**, *Optimiser l'impact nutritionnel des interventions sécurité alimentaire et moyens d'existence, manuel pour les professionnels de terrain*, juillet 2011.
- **ASPE C. et BRICAS N.**, 2013, *Évaluation ex-ante de projets de développement sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle*, Montpellier, Paris, Cirad, AFD, MAE.
- **BANQUE MONDIALE**, 2012, *Prioritizing nutrition in agricultural and rural development projects: guiding principles for operational investments*, Anna Herforth, Andrew Jones, Per Pinstруп-Andersen.
- **BANQUE MONDIALE**, 2013, *Improving nutrition through multisectoral approaches*.
- **FAO**, *Synthesis of guiding principles on agriculture programming for nutrition* (brochure de synthèse sur les 20 principes du document original), Anna Herforth, septembre 2012.
http://unscn.org/files/Agriculture-Nutrition-CoP/Agriculture-Nutrition_Key_recommendations.pdf
- **France, ministère des Affaires étrangères et européennes**, Document d'Orientation Stratégique (DOS) sur la nutrition dans les pays en développement, 2011.
- **HUNGER ALLIANCE, avec l'ODI**, 2013, *Small Scale, Big impact, Report on Smallholders' agriculture contribution to nutrition*.

Grille d'analyse d'ACF sur l'agriculture sensible à la nutrition

Piliers	Questions clés pour analyser le cadre de politique agricole
Objectif, Évaluation initiale, Atténuation, Suivi et Évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Des objectifs nutritionnels ont-ils été intégrés aux politiques agricoles ? Si oui, lesquels ? • Y a-t-il eu une évaluation initiale prenant en compte des critères nutritionnels ? Si oui, lesquels ? Les potentielles conséquences négatives en termes de nutrition ont-elles été évaluées ? • Un plan d'atténuation a-t-il été mis en place ? Quel type de mesures concrètes propose-t-il ? Ces mesures ont-elles été mises en œuvre ? • Les modalités de suivi incluent-elles des indicateurs/critères nutritionnels ? Lesquels ? • Les politiques seront-elles évaluées d'un point de vue nutritionnel ? Leurs impacts sur la nutrition seront-ils analysés ? • Le Gouvernement s'est-il doté de moyens pour évaluer la situation nutritionnelle de la population, et son évolution ? Toutes les formes de malnutrition sont-elles concernées ? En effectuant une catégorisation selon les types de population (pauvres, urbains vs ruraux, etc.) ?
Ciblage et Genre	<ul style="list-style-type: none"> • Qui sont les principaux bénéficiaires cibles de la politique ? Comment ont-ils été définis ? Des critères nutritionnels ont-ils été pris en compte (fenêtre de 1 000 jours, enfants de moins de cinq ans, femmes enceintes ou allaitantes, etc.) ? Quels outils de ciblage ont été, ou seront utilisés ? • Un ciblage géographique sur base d'indicateurs nutritionnels a-t-il été opéré ? Un alignement géographique sur des zones bénéficiant déjà d'investissements existants dans les autres causes sous-jacentes de la sous-nutrition a-t-il eu lieu ? • La dimension genre de la politique a-t-elle bénéficié d'une attention particulière ? Si oui, comment ? Quelle part des bénéficiaires totaux représentent les femmes ? • Des mesures spécifiques visant à accroître l'accès et le contrôle des femmes sur les revenus et autres ressources (dont le foncier) ont-elles été appliquées ? Des mesures visant à réduire les contraintes de temps pesant sur les femmes ont-elles également été appliquées ? • Les conséquences indirectes de la politique sur les femmes ont-elles été prises en compte (risque de charge de travail accrue entraînant moins de temps pour l'éducation des enfants, travail non rémunéré, revenu discrétionnaire, etc.) ?
Activités : améliorer la consommation tout au long de l'année d'aliments nutritifs et diversifiés – améliorer la disponibilité des aliments riches en nutriments (de la production au marché), les rendre abordables financièrement et en réduire la saisonnalité.	<ul style="list-style-type: none"> • Les conséquences des politiques sur : 1) la diversification de la production, 2) l'emploi et la diversification des revenus/moyens de subsistance et 3) la réduction des prix alimentaires a-t-elle été prise en considération ? Si oui, comment ? • Saisonnalité : des objectifs visant à réduire la saisonnalité de la disponibilité des produits ainsi que de leurs prix ont-ils été inclus ? Si oui, comment ? À travers quelles interventions (emploi, revenus, diversification des moyens de subsistance, subventions, réserves, etc.) ? • Comment les enjeux de diversification de la production et de spéculations ciblées sont-ils intégrés ? De quelles manières la politique promeut-elle la diversification de la production agricole ? Quelles sont les spéculations les plus soutenues ? (La valeur nutritionnelle des produits a-t-elle constitué un critère de priorisation ?) – attention généralement il n'existe pas d'évaluation des « conséquences des politiques sur la diversification ». <p style="text-align: right;">.../...</p>



Piliers	Questions clés pour analyser le cadre de politique agricole
	<ul style="list-style-type: none">• La politique a-t-elle une composante visant à promouvoir la biofortification des semences ou la fortification (enrichissement en micronutriments) des aliments ?• De quelles manières la politique soutient-elle : 1) la réduction des pertes post-récolte, 2) l'amélioration des capacités de stockage, 3) l'amélioration des capacités de transport rural ou rural-urbain ?• Certains programmes visent-ils à faciliter l'accès au marché pour les produits nutritionnellement riches (marketing, subventions et politiques de soutien des prix, promotion communautaire des produits, publicités, etc.) ?• Comment la politique soutient-elle la transformation de la production locale ? Ce soutien prend-il en compte la préservation de la valeur nutritionnelle des produits ?• Questions spécifiques sur les filières alimentaires (notamment les filières fruits et légumes, bétail-viande et lait et produits laitiers).
Activités complémentaires : sensibilisation, formation et éducation nutritionnelles	<ul style="list-style-type: none">• Des programmes/activités ont-ils été dédiés spécifiquement à la nutrition (jardins scolaires, jardins maraîchers individuels, activités d'éducation et de sensibilisation nutritionnelle, communication pour la nutrition, etc.) ? Combien de programmes (approximativement) ?• Les agents agricoles et étudiants en agriculture ont-ils suivi des formations en nutrition ? Si oui, quels types de formation ? La politique leur donne-t-elle des responsabilités par rapport à la nutrition ? À distinguer des activités de sensibilisation/éducation nutritionnelle car le public n'est pas le même (grand public/cadres ministères).
Gouvernance et Financement	<ul style="list-style-type: none">• Comment les secteurs (ou ministères) agriculture et santé discutent-ils ? Quels sont les autres ministères impliqués dans la lutte contre la malnutrition ? Qui a le leadership/l'animation/le pilotage des instances de coordination ? Quels sont les points de débat, désaccord, ou au contraire de consensus entre les différents acteurs sur la lutte contre la malnutrition et le rôle de l'agriculture ? Sur quoi précisément portent les points de débat, pourquoi ?• Quelles sont les modalités pratiques d'articulation et de coordination au niveau central ? Comment la coordination autour de la nutrition fonctionne-t-elle au niveau local ? Quel est votre point de vue sur le fonctionnement de ces instances (participatif, sujets de discussions, format de discussion : formel/ informel, fréquence des réunions, turnover ou stabilité des représentants des secteurs, etc.) ?• Existe-t-il des organisations de la société civile représentées dans ces instances, lesquelles et quel(s) est/sont leur(s) rôle(s) ?• Y a-t-il des postes de nutritionnistes au ministère de l'Agriculture ? Des nutritionnistes sont-ils impliqués dans l'élaboration, le suivi et la revue des programmes agricoles ? Cela permet-il un apprentissage conjoint ?• Existe-t-il une instance nationale multisectorielle de coordination, où les discussions sur la nutrition peuvent avoir lieu ? Si oui, quelle est sa position institutionnelle ? Le secteur agricole participe-t-il à ces débats et joue-t-il son rôle ? Quels sont les autres secteurs présents au sein de cette instance (santé, eau et assainissement, protection sociale, etc.) ? Les autres secteurs attendent-ils quelque chose du ministère de l'Agriculture et si oui l'expriment-ils ? De quoi s'agit-il ?• La nutrition au sein de l'agriculture est-elle financée à la hauteur de la volonté politique affichée ? Quelle part du financement des bailleurs de fonds nationaux est allouée aux activités agricoles « sensibles à la nutrition » ?• Les bailleurs de fonds internationaux et les agences internationales (particulièrement la FAO, le FIDA, la Banque mondiale, le PAM et l'UNICEF) ont-ils encouragé la dimension nutritionnelle des politiques agricoles ? De quelles manières (formations, rôle de conseiller, assistance technique, financement, etc.) ? Le mouvement SUN et l'initiative REACH (ou toute autre initiative internationale spécialisée sur la lutte contre la sous-nutrition) ont-ils joué un rôle ?

Cinq recommandations clés pour améliorer la nutrition grâce à des politiques agricoles et alimentaires

http://unscn.org/files/Agriculture-Nutrition-CoP/Agriculture-Nutrition_Key_recommendations.pdf

Les programmes et investissements agricoles doivent être soutenus par un environnement politique favorable s'ils veulent contribuer à l'amélioration de la nutrition. Les gouvernements peuvent encourager l'amélioration de la prise en compte de la nutrition dans l'agriculture en prenant en considération les cinq axes stratégiques ci-dessous.

Pour avoir un meilleur impact sur la nutrition, les politiques alimentaires et agricoles devraient :

- promulguer des incitations (et diminuer les dissuasions) influençant la disponibilité, l'accès et la consommation d'aliments variés, nutritifs et sains grâce à une production respectueuse de l'environnement, à son commerce et à sa distribution. L'accent doit être mis sur l'horticulture, les légumineuses, l'élevage et la pêche à petite échelle (des aliments qui sont relativement peu disponibles et coûteux, mais riches en nutriments et largement sous-utilisés comme sources de nourriture et de revenus) ;
- suivre la consommation alimentaire et l'accès à des aliments sains, variés et nutritifs. Les données collectées pourraient inclure le prix de divers aliments et les indicateurs de consommation alimentaire des groupes vulnérables ;
- inclure des mesures visant à protéger et à renforcer l'autonomie des plus vulnérables et des femmes : filets de sécurité qui permettent aux bénéficiaires d'accéder à des aliments nutritifs lors des chocs ou des saisons où le revenu est faible, droits fonciers, accès équitable aux ressources productives, accès au marché pour les producteurs vulnérables (que ce soit l'accès aux informations ou aux infrastructures). Reconnaisant le fait que la majorité des pauvres sont des femmes, les politiques alimentaires et agricoles devraient particulièrement prendre en compte la dimension de genre, et assurer un accès équitable à toutes ces mesures pour les femmes ;
- développer, grâce à un financement adéquat, les capacités en ressources humaines et des institutions, afin d'améliorer la nutrition à travers les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture ;
- appuyer les stratégies multisectorielles visant à améliorer la nutrition au sein des structures nationales, régionales et locales.

Ces recommandations principales ciblent les décideurs politiques et les planificateurs de programmes. Elles sont basées sur le contexte mondial actuel, et peuvent être mises à jour au fil du temps, en fonction de l'évolution des défis et des opportunités pour améliorer la nutrition grâce à l'agriculture.

Note : Ces recommandations ont été formulées à la suite d'un examen approfondi et d'une synthèse des orientations disponibles sur la programmation de l'agriculture pour la nutrition, menée par la FAO, et soutenue de manière substantielle par la communauté Ag2Nut, sous la forme de ressources pertinentes, de commentaires et de vérification des conclusions principales. La consultation d'un large éventail de partenaires (organisations de la société civile, ONG, employés de gouvernement, bailleurs de fonds, agences des Nations Unies), rendue possible par la FAO, notamment à travers la communauté Ag2Nut, a affiné les messages communs, et les a transformés en un ensemble concis de recommandations (ou de principes directeurs) qui représentent, dans le contexte mondial actuel, un large consensus sur la façon d'améliorer la nutrition à travers l'agriculture.

ACF INTERNATIONAL

CANADA

7105 rue St-Hubert, Bureau 105
H2S 2N1 Montréal, QC, Canada
E-mail : info@actioncontrelafaim.ca
Tél. : +1 514 279 4876
Fax : +1 514 279 5136
Web : www.actioncontrelafaim.ca

FRANCE

4 rue Niepce
75662 Paris Cedex 14, France
E-mail : info@actioncontrelafaim.org
Tél. : +33 (0)1 43 35 88 88
Fax : +33 (0)1 43 35 88 00
Web : www.actioncontrelafaim.org

ESPAGNE

C/Caracas 6, 1°
28010 Madrid, Espagne
E-mail : ach@achesp.org
Tél. : +34 91 391 53 00
Fax : +34 91 391 53 01
Web : www.accioncontraelhambre.org

ÉTATS-UNIS

247 West 37th, Suite #1201
New York, NY 10018 USA
E-mail : info@actionagainsthunger.org
Tél. : +1 212 967 7800
Fax : +1 212 967 5480
Web : www.actionagainsthunger.org

ROYAUME-UNI

First Floor, rear premises,
161-163 Greenwich High Road
London, SE10 8JA, UK
E-mail : info@actionagainsthunger.org.uk
Tél. : +44 208 293 6190
Fax : +44 208 858 8372
Web : www.actionagainsthunger.org.uk

CONTACT

Département Plaidoyer – ACF France

Peggy Pascal
Chargée de plaidoyer
Tél. : +33 (0)1 80 05 34 77
ppascal@actioncontrelafaim.org



Ce rapport a été réalisé
avec le soutien financier de l'Agence
Française de Développement.



Le présent document bénéficie du soutien de l'Agence
Française de Développement. Les idées et les opinions
présentées sont celles des auteurs et ne représentent
pas nécessairement celles de l'AFD.